

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2173

21 août 2015

SOMMAIRE

Alfaro Real Estate S.à r.l.	104277	Mexco Investments S.à r.l.	104277
Arrows Investments S.à r.l. SICAR	104301	Moa Trading Luxemburg s.à.r.l.	104265
Biali S.à r.l.	104303	Monarch Master Funding 1 (Luxembourg) S.à r.l.	104304
Conadau S.A.-SPF	104277	Multi Manager Access II	104303
Corestate Vie Developments S.à r.l.	104285	Parthenon International S.A.	104259
Earth Sàrl	104299	Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR	104258
Elite Immobilière S.à r.l.	104260	PAS (Lux), S.à r.l.	104259
EPI Temple S.à.r.l.	104262	PayPal 3 S.à r.l.	104259
Eurodyne	104262	Perseus Immobilien Gesellschaft 6	104258
Euro Fashion Lux S.A.	104260	Picardy Wind S.à r.l.	104259
Eurolux Properties S.A.	104272	Platinum Advisory Services Luxembourg S.à r.l.	104258
Euro Mobile S.A.	104261	Quilvest	104263
Europa Diamond S.à r.l.	104261	Rail Garant (Luxembourg) S.à r.l.	104262
Ferrero Trading Lux S.A.	104260	Ramsup Participations S.A.	104263
FHG	104261	Riles Residential S.à r.l.	104263
Fiskgjusen S.à r.l.	104265	Road Runner S.à r.l.	104262
Flexy S.à r.l.	104260	ROYAL REAL ESTATE International	104304
Générale d'Hôtellerie S.A.	104261	Talk 2 U	104266
Gladinvest S.A.	104259	Val'Inn	104258
Malam Invest Sàrl	104264	Valode & Pistre Management S.A.	104304
Mangrove IV (SCA), SICAR	104264	Victor Hugo 2 S.à r.l.	104258
Mariephyto S.à r.l.	104264	Wildmotion S.A.	104266
Mast Finance S.A.	104264	WMBS Invest Sàrl	104268
Maurach A.G.	104265		
Médias Finances S.A. SPF	104263		
Mercure	104265		

Perseus Immobilien Gesellschaft 6, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 681, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 132.801.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098595/9.

(150108650) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Victor Hugo 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1610 Luxembourg, 16, avenue de la Gare.
R.C.S. Luxembourg B 133.196.

Le bilan au 31 Décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 22 Juin 2015.

Référence de publication: 2015098751/10.

(150108277) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Val'Inn, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 162.292.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015098753/10.

(150107953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Platinum Advisory Services Luxembourg S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 151, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 127.972.

Veillez noter le changement d'adresse de Mr Stéphane WEYDERS, gérant unique, qui est désormais au 151, avenue de la Faïencerie, L-1511 Luxembourg et non au 22, rue Goethe, L-1637 Luxembourg comme mentionné auprès du Registre de Commerce et des Sociétés.

Référence de publication: 2015102570/11.

(150111939) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Partners Group Real Estate Secondary 2009 (Euro) S.C.A., SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 2, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 146.205.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale statutaire du 26 juin 2015

PricewaterhouseCoopers, 2 rue Gerhard Mercator, L-2182 Luxembourg, est réélu comme réviseur d'entreprises pour un nouveau mandat se terminant à l'assemblée générale statutaire de 2016.

Extrait certifié sincère et conforme

Pour PARTNERS GROUP REAL ESTATE SECONDARY 2009 (EURO) S.C.A., SICAR

KREDIETRUST LUXEMBOURG S.A.

Référence de publication: 2015102555/14.

(150111847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Parthenon International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2737 Luxembourg, 14, rue Wurth Paquet.
R.C.S. Luxembourg B 97.141.

Par la présente, je démissionne du mandat de commissaire aux comptes dans votre société à partir de ce jour.
Luxembourg, le 19 juin 2015. Théophile KAKLAMANOS.

Référence de publication: 2015102552/9.

(150111797) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

PayPal 3 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 127.484.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Un mandataire

Référence de publication: 2015102531/10.

(150111968) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Picardy Wind S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 80.000,00.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 116.500.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg.

Référence de publication: 2015102538/10.

(150111384) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

PAS (Lux), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 171.294.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 juin 2015.

Sophie Zintzen

Mandataire

Référence de publication: 2015102556/12.

(150111593) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Gladinvest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 179.768.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Signatures

Référence de publication: 2015103957/13.

(150113624) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Elite Immobilière S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8011 Strassen, 335, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 137.530.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103859/9.

(150113912) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Euro Fashion Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 11-13, boulevard de la Foire.
R.C.S. Luxembourg B 182.835.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103841/9.

(150113789) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Ferrero Trading Lux S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Findel, rue de Trèves, Complexe B, Findel Business Center.
R.C.S. Luxembourg B 46.117.

Extrait des délibérations prises par voie circulaire du conseil d'administration en date du 10 juin 2015

Le Conseil d'Administration de la Société a décidé de renouveler le mandat de Monsieur Nunzio PULVIRENTI en tant qu'administrateur et président de la Société jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale en 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103897/12.

(150113971) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Flexy S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 241.100,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 78.859.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique en date du 26 juin 2015

En date du 24 Juin 2015, l'associé unique de Flexy S. à r.l. ("la Société"), a pris les décisions suivantes:

- D'accepter la démission de Luxembourg Corporation Company SA, ayant son siège social au 20 rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, en tant que Gérant de la société, avec effet immédiat;

- De nommer Nadia Uwimana, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;

- De nommer Ariane Vigneron, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;

- De nommer Jean-Hugues Doubet, ayant son adresse professionnelle au 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, au poste de Gérant de la société pour une durée illimitée;

- De transférer le siège social de la Société du 2-8 avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, au 412F route d'Esch, L-1471 Luxembourg.

Luxembourg, le 26 Juin 2015.

Luxembourg Corporation Company S.A.

Signatures

Mandataire

Référence de publication: 2015103913/24.

(150113590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Générale d'Hôtellerie S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2632 Luxembourg, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 25.464.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015103950/9.

(150114312) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

FHG, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1116 Luxembourg, 6, rue Adolphe.

R.C.S. Luxembourg B 97.245.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Référence de publication: 2015103898/10.

(150114618) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Euro Mobile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-3515 Dudelange, 19, rue de Bitbourg.

R.C.S. Luxembourg B 81.312.

Il résulte d'une Assemblée Générale Ordinaire en date du 3 juillet 2015 que:

Monsieur Nico Wilmes et Christine Medinger sont révoqués de leur poste d'administrateurs et administrateur-délégué.

Monsieur Thierry Hellers, demeurant professionnellement à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommé administrateur unique de la société pour une durée de six ans.

G.T. Fiduciaires S.A., ayant son siège social à L-1273 Luxembourg, 19, rue de Bitbourg, est nommée commissaire aux comptes de la société, pour une durée de six ans, en remplacement de G.T. Experts Comptables S.à.r.l., démissionnaire.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.

G.T. Experts Comptables S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2015106634/17.

(150117011) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Europa Diamond S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: GBP 12.600,00.**

Siège social: L-2320 Luxembourg, 68-70, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 127.764.

Extrait des résolutions prises par l'Assemblée Générale des Associés (l'«Assemblée») tenue au siège social de la Société en date du 29 juin 2015

L'Assemblée a décidé:

1. d'accepter la démission de Monsieur Vincent Goy, gérant de la Société, avec effet au 29 juin 2015;
2. d'élire, pour une durée indéterminée, en tant que gérante de la Société Madame Maud Martin, résidant professionnellement au 68-70 boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 30 Juin 2015.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2015103846/18.

(150113563) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

EPI Temple S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.032.500,00.**Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 117.131.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Référence de publication: 2015106629/10.

(150117265) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Road Runner S.à r.l., Société à responsabilité limitée.Siège social: L-8399 Windhof, 11, rue des Trois Cantons.
R.C.S. Luxembourg B 72.610.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2015105260/12.

(150114591) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Eurodyne, Société Anonyme.Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J. F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 10.646.*Extrait des décisions des administrateurs**Résolution:*

Le Conseil d'Administration décide de transférer le siège social de la Société de son adresse actuelle à l'adresse suivante
avec effet au 20 mars 2015:

44, Avenue JF Kennedy
L-1855 Luxembourg

Pour copie conforme

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2015106635/15.

(150117208) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Rail Garant (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 180.354.

TMF Luxembourg S.A., comme domiciliataire de RAIL GARANT (Luxembourg) S.à r.l. dénonce la convention de
domiciliation de cette société. Cette dénonciation est valable à compter du 1^{er} juillet 2015:

RAIL GARANT (Luxembourg) S.à.r.l.
RCS Luxembourg B 180354
Siège social: 46A, Avenue J.F. Kennedy
L-1855 Luxembourg

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Manacor (Luxembourg) S.A.

Signatures

Gérant

Référence de publication: 2015107000/16.

(150117010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Quilvest, Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 3, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 6.091.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015106993/9.
(150117551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Ramsup Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25B, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 136.708.

Le bilan au 31/12/2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 3 juillet 2015.
Référence de publication: 2015107006/10.
(150117001) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Médias Finances S.A. SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 99.056.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 26 juin 2015.
POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature
Référence de publication: 2015105117/12.
(150114893) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Riles Residential S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.503,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.
R.C.S. Luxembourg B 187.747.

Extrait des décisions de l'associée unique prises en date du 30 juin 2015

1. Le nombre de gérants a été augmenté de un (1) à quatre (4).
2. La catégorie A a été attribuée au mandat de gérant de M. Sébastien ANDRE.
3. Mme Virginie DECONINCK, administrateur de sociétés, née à Rocourt (Belgique), le 11 octobre 1976, demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommée comme gérante de catégorie A pour une durée indéterminée.
4. M. David SANA, administrateur de sociétés, né le 10 avril 1974 à Forbach (France), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.
5. M. Valentin PONCIN, administrateur de sociétés, né le 14 février 1989 à Messancy (Belgique), demeurant professionnellement à L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert, a été nommé comme gérant de catégorie B pour une durée indéterminée.

Luxembourg, le 3 juillet 2015.
Pour extrait sincère et conforme
Pour Riles Residential S.à r.l.
Un mandataire

Référence de publication: 2015107003/23.
(150117490) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Mariephyto S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4831 Rodange, 81, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 146.354.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015105108/9.

(150114718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Mangrove IV (SCA), SICAR, Société en Commandite par Actions sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Siège social: L-2535 Luxembourg, 20, boulevard Emmanuel Servais.

R.C.S. Luxembourg B 188.960.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015105105/11.

(150115769) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Malam Invest Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5752 Frisange, 9, Belle-Vue.

R.C.S. Luxembourg B 57.026.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE ROLAND KOHN S.à.r.l.

259 ROUTE D'ESCH

L-1471 LUXEMBOURG

Signature

Référence de publication: 2015105100/13.

(150114717) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Mast Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 144.495.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire du 12 juin 2015

L'Assemblée ratifie la cooptation de Monsieur Riccardo Incani, employé privé, avec adresse professionnelle 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Son mandat se terminera lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

L'Assemblée renouvelle les mandats d'administrateurs de Lux Konzern S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Peter Van Opstal et de Lux Business Management S.à r.l., ayant son siège social au 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg, représentée par son représentant permanent Monsieur Christian Knauff, ainsi que le mandat de commissaire aux comptes de CO-VENTURES S.A., ayant son siège social 40, avenue Monterey à L-2163 Luxembourg. Ces mandats se termineront lors de l'assemblée qui statuera sur les comptes de l'exercice 2015.

Luxembourg, le 12 juin 2015.

Pour extrait conforme

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015105109/21.

(150115059) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Maurach A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-9753 Heinerscheid, 1, Lausdorn.
R.C.S. Luxembourg B 95.603.

Les comptes annuels au 31.12.14 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2015105111/9.
(150115440) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Mercure, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 14, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 150.347.

Le Rapport annuel révisé au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.
Pour le Conseil d'Administration
Référence de publication: 2015105119/11.
(150115094) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Fiskgjusen S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 47.500,00.
Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 163.722.

Par résolutions prises en date du 11 juin 2015, l'associé unique a pris les décisions suivantes:

1. Nomination de Christelle Petitjean, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, au mandat de gérant, avec effet immédiat et pour une durée indéterminée;
2. Acceptation de la démission de Noëlla Antoine, avec adresse professionnelle au 5, rue Guillaume Kroll, L - 1882 Luxembourg, de son mandat de gérant, avec effet immédiat;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 30 juin 2015.
Référence de publication: 2015105774/15.
(150115714) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Moa Trading Luxembourg s.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.
Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 151.962.

Auszug der Moa Trading Luxembourg S.à.r.l. (die „Gesellschaft“)

Am 1. Juli 2015 hat
GSFS Asset Management B.V., mit Sitz Fred. Roeskestraat, 97 F, NL - 1076EC Amsterdam,
Die 6.250 Anteile zu je EUR 2,- der Gesellschaft
An
WATERLINE CAPITAL B.V., mit Sitz Fred. Roeskestraat, 97 F, NL - 1076EC Amsterdam, Handelsregisternummer
62149334 bei „Kamer van Koophandel“, Amsterdam, Niederlanden,
übertragen.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Für und im Auftrag der MOA TRADING LUXEMBURG S.A.R.L.
Die Geschäftsführung
Référence de publication: 2015105122/19.
(150115172) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

Talk 2 U, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8413 Steinfort, 12, rue du Cimetière.

R.C.S. Luxembourg B 141.844.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015098714/9.

(150108318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Wildmotion S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 6C, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 90.356.

L'an deux mille quinze, douze juin.

Par-devant Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

S'EST REUNIE

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de «WILDMOTION S.A.», une société anonyme de droit luxembourgeois, établie et ayant son siège social à L-4360 Esch-sur-Alzette, 6c, Porte de France, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B. 90.356, constituée suivant acte reçu par Maître Georges D'HUART, notaire alors de résidence à Pétange, en date du 20 décembre 2002, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 94 du 30 janvier 2003 (ci-après la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés à plusieurs reprises et pour la dernière fois suivant acte reçu par la notaire soussigné, en date du 15 avril 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1414 du 14 juin 2013.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Vanessa ALEXANDRE, juriste, demeurant professionnellement à Mersch (ci-après le «Président»).

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Jean-Christophe Pierre André MAGNIN, administrateur de société, demeurant professionnellement à Elzange (France) (ci-après le «Scrutateur»).

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que la présente assemblée générale extraordinaire de la Société a pour ordre du jour le suivant (ci-après l'«Ordre du jour»):

- 1) Renonciation aux modalités légales, relatives aux convocations de l'assemblée;
- 2) Modification de l'objet social et par conséquent, de l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet toutes prestations de service en relation avec les nouvelles technologies en information et communication, le conseil, la gestion et le développement de sites et applications WEB et E-LEARNING, y inclus toutes activités de prestations de service et de négoce dans le domaine de la vidéo, de la photographie, de l'apprentissage et de la formation en ligne et hors ligne, de la communication et de l'informatique.

La société a également pour objet toute fourniture, vente et installation de tout matériel audiovisuel et informatique, toutes activités de montage dans les domaines de la vidéo, de la photographie, de création de spectacles, de la production artistique ainsi que dans les activités de mise à disposition de matériel de montage ou de diffusion, et de la réalisation, de la commercialisation et de la vente de CD-rom, DVD, contenu vidéo online et offline, y inclus la conception et la vente de tout support de communication qu'ils soient de nature électronique, papier, aluminium ou autre.

Elle pourra également poursuivre toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi qu'à l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.»

3) Introduction des dispositions légales relatives aux sociétés ayant un associé unique et modification des articles 6 et 12 des statuts afin de les adapter à l'actionnariat unique.

4) Acceptation/décharge des démissions de Monsieur Serge LINCKELS et de Madame Magali JACOB.

5) Renouvellement du mandat d'administrateur de Monsieur Jean-Christophe MAGNIN.

II.- Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence.

Cette liste de présence, après avoir été paraphée «ne varietur» par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement.

Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été signées «ne varietur» par les comparants et le notaire instrumentaire.

III.- Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

IV.- Que la présente assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut dès lors délibérer valablement sur les points portés à l'Ordre du jour.

Ces faits ayant été reconnus exacts par l'assemblée, le Président expose les raisons qui ont amené le conseil d'administration à proposer les points figurant à l'Ordre du Jour.

L'assemblée générale, après avoir délibéré, prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à la présente assemblée, celle-ci décide de renoncer aux formalités de convocation, les actionnaires de la Société représentés à l'assemblée se considérant comme dûment convoqués et déclarant avoir pris connaissance de l'Ordre du jour qui leur a été communiqué par avance.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet social et par conséquent, l'article 4 des statuts comme suit:

« **Art. 4.** La société a pour objet toutes prestations de service en relation avec les nouvelles technologies en information et communication, le conseil, la gestion et le développement de sites et applications WEB et E-LEARNING, y inclus toutes activités de prestations de service et de négoce dans le domaine de la vidéo, de la photographie, de l'apprentissage et de la formation en ligne et hors ligne, de la communication et de l'informatique, s'agissant d'activités destinées aux particuliers ou aux entreprises industrielles, commerciales ou artisanales.

La société a également pour objet toute fourniture, vente et installation de tout matériel audiovisuel et informatique, toutes activités de montage dans les domaines de la vidéo, de la photographie, de création de spectacles, de la production artistique ainsi que dans les activités de mise à disposition de matériel de montage ou de diffusion, et de la réalisation, de la commercialisation et la vente de CD-rom, DVD vidéo, contenu vidéo online et offline, y inclus la conception, la vente de tout support de communication qu'ils soient de nature électronique, papier, aluminium ou autre.

Elle pourra également poursuivre toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participation sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que de l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations.

La société a encore pour objet la gestion et la mise en valeur de son propre patrimoine immobilier.

Elle pourra notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise, acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et brevets, les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement, faire mettre en valeur ces affaires et brevets, accorder aux sociétés auxquelles elle s'intéresse tous concours, prêts, avances ou garanties.

Elle prendra toutes les mesures pour sauvegarder ses droits et fera toutes opérations généralement quelconques qui se rattachent à son objet ou qui le favorisent.»

Troisième résolution

L'assemblée décide d'introduire les dispositions légales relatives aux sociétés ayant un associé unique et décide en conséquence de modifier les articles 6 et 12 des statuts comme suit:

« **Art. 6.** La société est administrée par un Conseil d'administration composé de trois membres au moins, actionnaires ou non. Toutefois, lorsqu'à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que la société n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration pourra être limitée à un membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

La durée du mandat des administrateurs est précisée par l'assemblée générale et ne peut excéder six ans; ils sont rééligibles et peuvent être révoqués à tout moment par l'Assemblée générale qui les a élus. En cas de vacance d'une place d'un administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, dans ce cas, l'Assemblée générale procède à l'élection définitive lors de sa première réunion.»

« **Art. 12.** Vis-à-vis des tiers, la société est engagée en toutes circonstances soit par la signature individuelle de l'administrateur unique, soit par les signatures conjointes de deux administrateurs ou par la signature individuelle d'un délégué du conseil dans les limites de ses pouvoirs.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide d'accepter les démissions de Monsieur Serge LINCKELS et de Madame Magali JACOB de leur poste d'administrateur et décide de leur donner pleine et entière décharge pour l'exercice de leur mandat jusqu'à ce jour.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de renouveler le mandat d'administrateur, désormais unique, de Monsieur Jean-Christophe MAGNIN, administrateur de sociétés, né le 11 juillet 1969 à Nancy (France), demeurant à F-57970 Elzange (France), 10 bis, rue de Savoie.

Son mandat expirant lors de l'assemblée générale de l'année 2020.

Plus rien n'étant à l'Ordre du jour la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms, qualités et demeure, ces derniers ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: J.-C. MAGNIN, V. ALEXANDRE, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 19 juin 2015. Relation: 2LAC/2015/13772. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR COPIE CONFORME.

Beringen, le 29 juin 2015.

Référence de publication: 2015103559/124.

(150112658) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

WMBS Invest Sarl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 197.965.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am elften Tag des Monats Juni;

Vor dem unterzeichneten Notar Carlo WERSANDT, mit dem Amtssitz in Luxemburg, (Großherzogtum Luxemburg);

IST ERSCHIENEN:

Die nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründete und bestehende Aktiengesellschaft „FINEX.LU S.A. SOPARFI“, mit Sitz in L-2449 Luxembourg, 25A, Boulevard Royal, eingetragen im Handels- und Firmenregister von Luxemburg, Sektion B, unter der Nummer 144705,

hier vertreten durch Herrn Christian DOSTERT, Angestellter, beruflich wohnhaft in L-1466 Luxembourg, 12, rue Jean Engling, (der „Bevollmächtigte“), auf Grund einer ihm erteilten Vollmacht unter Privatschrift, welche Vollmacht vom Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar „ne varietur“ unterschrieben, bleibt der gegenwärtigen Urkunde beigegeben, um mit derselben einregistriert zu werden

Welcher erschienene Partei, vertreten wie hiervor erwähnt, den unterzeichneten Notar ersucht die Statuten einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung, welche sie hiermit zu gründen beabsichtigt, zu beurkunden wie folgt:

A. Bezeichnung - Zweck - Dauer - Sitz

Art. 1. Es wird hiermit eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung unter der Bezeichnung „WMBS Invest Sarl“ (die „Gesellschaft“) gegründet, welche durch gegenwärtige Satzungen (die „Statuten“), sowie durch die anwendbaren Gesetze und besonders durch das abgeänderte Gesetz vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften geregelt wird.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft.

2.1 Der Zweck der Gesellschaft ist die Verwaltung des eigenen Vermögens, die Übernahme von Beteiligungen, Anteilen und Anteilsscheinen in jeglicher Form in Luxemburg oder im Ausland sowie die Verwaltung dieser Beteiligungen, Anteile und Anteilsscheine. Die Gesellschaft kann insbesondere durch Zeichnung, Kauf, Tausch oder in sonstiger Weise Aktien, Anteile und andere Genussscheine, Anleihen, Schuldverschreibungen, Einlagenzertifikate und andere Schuldtitel und ganz allgemein alle Wertpapiere und Finanzinstrumente erwerben, die von öffentlichen oder privaten Rechtspersonen gleich welcher Art begeben wurden.

2.2 Die Gesellschaft kann Mittel in jeglicher Form, außer über ein öffentliches Zeichnungsangebot, aufnehmen und beschaffen. Sie kann - ausschließlich im Wege einer Privatplatzierung - Notes, Anleihen und Schuldverschreibungen sowie

Schuldtitle und/oder Aktienwerte emittieren. Die Gesellschaft kann Mittel, einschließlich der Erlöse von Mittelaufnahmen und/oder Emissionen von Schuldtiteln, unter anderem die Gewährung von Darlehen, Garantien oder Sicherheiten in jeglicher Art und Weise, an ihre Tochtergesellschaften oder an Unternehmen ausleihen, an denen sie unmittelbar oder mittelbar beteiligt ist, auch wenn diese Beteiligung nicht erheblich ist, oder an Gesellschaften, die direkter oder indirekter Gesellschafter der Gesellschaft oder einer zur gleichen Gruppe wie die Gesellschaft gehörenden Konzerngesellschaft sind (nachfolgend als die „verbundenen Unternehmen“ bezeichnet). Sie kann des Weiteren Garantien gewähren und Sicherheiten zugunsten Dritter stellen, um deren Verpflichtungen oder die Verpflichtungen ihrer verbundenen Unternehmen zu sichern. Die Gesellschaft kann darüber hinaus ihr Vermögen ganz oder teilweise verpfänden, übertragen, belasten oder in sonstiger Weise Sicherheiten dafür schaffen.

2.3 Die Gesellschaft kann außerdem in den Erwerb und das Management eines Portfolios von Patenten und/oder sonstigen geistigen Schutzrechten gleich welcher Art oder Herkunft investieren.

2.4 Die Gesellschaft kann im Allgemeinen alle Methoden und Instrumente für ihre Investitionen zum Zwecke des effizienten Managements derselben einsetzen, darunter auch Methoden und Instrumente, mit denen die Gesellschaft gegen Kredit-, Währungs-, Zins- und andere Risiken abgesichert werden kann.

2.5 Die Gesellschaft kann wirtschaftliche und/oder finanzielle Geschäfte im Zusammenhang mit direkten oder indirekten Anlagen in bewegliches Vermögen und Immobilien abschließen, einschließlich, jedoch nicht beschränkt auf Erwerb, Eigentum, Anmietung, Vermietung, Leasing, Verleih, Teilung, Abschöpfung, Rückforderung, Entwicklung, Erschließung, Kultivierung, Erweiterung, Verkauf oder sonstige Veräußerung, Beleihung, Verpfändung oder Belastung in anderer Weise von beweglichem Vermögen oder Immobilien.

2.6 Die vorgenannte Beschreibung ist im weitesten Sinne zu verstehen und die vorstehende Aufzählung erhebt keinen Anspruch auf Vollständigkeit.

Art. 3. Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 4. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg (Großherzogtum Luxemburg).

Der Gesellschaftssitz kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern, durch einen Beschluss des Rates der Geschäftsführer, an jeden beliebigen Ort in derselben Gemeinde verlegt werden.

Für eine Verlegung des Sitzes außerhalb der Gemeindegrenzen bedarf es eines einfachen Beschlusses der Gesellschafterversammlung.

Die Gesellschaft kann durch einen Beschluss des Geschäftsführers oder, im Falle einer Mehrzahl von Geschäftsführern durch Beschluss des Rates der Geschäftsführer, Zweigstellen oder Agenturen sowohl in Luxemburg als auch im Ausland errichten.

B. Gesellschaftskapital - Anteile

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR), aufgeteilt in einhundertfünfzig (125) Anteile zu je einhundert Euro (100,- EUR), welche voll eingezahlt sind.

Jeder Anteil gewährt eine Stimme bei ordentlichen und außerordentlichen Hauptversammlungen.

Art. 6. Das Gesellschaftskapital kann jederzeit durch Beschluss einer Mehrheit von Gesellschaftern, die zumindest drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten, geändert werden.

Art. 7. Die Gesellschaft erkennt nur einen einzigen Inhaber pro Anteil an. Steht ein Anteil mehreren Berechtigten zu, so ernennen sie einen gemeinschaftlichen Vertreter, der sie gegenüber der Gesellschaft vertritt.

Art. 8. Die Anteile können zwischen den Gesellschaftern frei übertragen werden. Die Übertragung von Gesellschaftsanteilen unter Lebenden an Dritte bedarf der vorherigen Zustimmung der anderen Gesellschafter mit einer Mehrheit von drei Vierteln des Gesellschaftskapitals.

Im Fall des Todes eines Gesellschafter bedarf die Übertragung von Anteilen des verstorbenen Gesellschafter an einen Dritten der Zustimmung der anderen Gesellschafter in einer Hauptversammlung mit einer Dreiviertelmehrheit des Gesellschaftskapitals.

Eine derartige Zustimmung ist nicht erforderlich, wenn die Übertragung an Eltern oder Abkömmlinge oder an den überlebenden Ehegatten erfolgt.

Art. 9. Die Gesellschaft wird weder durch Tod, noch durch Entmündigung, Konkurs oder Zahlungsunfähigkeit eines ihrer Gesellschafter aufgelöst.

C. Geschäftsführung

Art. 10. Die Geschäftsführung obliegt einem oder mehreren Geschäftsführern, welche nicht Gesellschafter sein müssen.

Gegenüber Dritten ist der Geschäftsführer, bzw. im Fall von mehreren Geschäftsführern der Rat der Geschäftsführer, unter allen Umständen unbeschränkt befugt im Namen der Gesellschaft zu handeln und alle mit dem Gesellschaftszweck im Einklang stehende Geschäfte und Handlungen zu genehmigen. Die Geschäftsführer werden durch den Alleingesellschafter bzw. durch die Gesellschafter bestellt, welche(r) die Dauer ihres Mandats bestimmt (bestimmen).

Die Geschäftsführer können jederzeit und ohne Angabe von Gründen vom Alleingesellschafter bzw. von den Gesellschaftern abberufen werden.

Im Falle der Vakanz einer Geschäftsführerposition aufgrund Todes, Rücktritts, Ausscheidens oder aus anderen Gründen können die verbleibenden Geschäftsführer vorübergehend einen Geschäftsführer an dessen Stelle ernennen. Die Gesellschafter entscheidet über die endgültige Bestellung eines neuen Geschäftsführers in der nächsten Hauptversammlung der Gesellschafter.

Wenn die Gesellschaft nur einen Geschäftsführer hat, wird sie durch die Unterschrift des Geschäftsführers verpflichtet; bei Mehrheit von Geschäftsführern wird die Gesellschaft durch die Einzelunterschrift eines jeden Geschäftsführers verpflichtet.

Die Gesellschaft kann weiterhin durch die alleinige Unterschrift jedweder Person(en), der/denen eine Unterschriftsbefugnis durch den Geschäftsführer, beziehungsweise Rat der Geschäftsführer übertragen worden ist, wirksam verpflichtet werden.

Art. 11. Bei Bestellung mehrerer Geschäftsführer wird die Gesellschaft durch den Rat der Geschäftsführer geleitet, welche aus dem Kreis ihrer Mitglieder einen Vorsitzenden auswählt und einen stellvertretenden Vorsitzenden auswählen kann.

Sie kann außerdem einen Sekretär bestimmen, welcher kein Geschäftsführer sein muss und welcher für die Protokollierung der Sitzungen der Geschäftsführung verantwortlich ist.

Der Rat der Geschäftsführer wird durch den Vorsitzenden oder durch zwei seiner Mitglieder an dem im Einladungsschreiben genannten Ort einberufen. Die Sitzungen der Geschäftsführung finden am Gesellschaftssitz statt, sofern nicht anderes im Einladungsschreiben bestimmt wird. Der Vorsitzende nimmt den Vorsitz bei allen Sitzungen der Geschäftsführung wahr; in seiner Abwesenheit kann jedoch der Rat der Geschäftsführer per Mehrheitsbeschluss der Anwesenden einen anderen Geschäftsführer zum Vorsitzenden pro tempore ernennen.

Die Geschäftsführer erhalten spätestens vierundzwanzig (24) Stunden vor dem für die Sitzung vorgesehenen Zeitpunkt ein schriftliches Einladungsschreiben, außer in dringenden Fällen, in denen Art und Grund der Dringlichkeit im Einladungsschreiben angegeben werden sollen. Auf das Einladungsschreiben kann durch schriftliche Zustimmung, durch Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel verzichtet werden. Ein gesondertes Einladungsschreiben ist für Sitzungen der Geschäftsführung nicht erforderlich, wenn Zeit und Ort der Sitzung in einem vorangehenden Geschäftsführungsbeschluss festgesetzt wurden.

Bei Anwesenheit oder Vertretung aller Geschäftsführer in einer Sitzung der Geschäftsführung oder im Falle schriftlicher Beschlüsse, denen alle Geschäftsführer zustimmen und die von allen Geschäftsführern unterschrieben werden, ist kein Einladungsschreiben erforderlich.

Jeder Geschäftsführer kann sich in den Sitzungen der Geschäftsführung durch einen anderen Geschäftsführer mittels einer schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel erteilten Vollmacht vertreten lassen. Ein Geschäftsführer kann mehrere andere Geschäftsführer vertreten.

Jeder Geschäftsführer kann an der Sitzung durch Telefon- oder Videokonferenzschaltung oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel teilnehmen, die den an der Sitzung teilnehmenden Personen die Verständigung untereinander erlauben. Eine derartige Teilnahme an einer Sitzung entspricht der persönlichen Teilnahme an dieser Sitzung.

Der Rat der Geschäftsführer ist nur beschlussfähig, wenn zumindest die Mehrheit der Geschäftsführer bei einer Sitzung anwesend oder vertreten ist. Beschlüsse der Geschäftsführung werden mit einfacher Stimmenmehrheit der auf der jeweiligen Sitzung anwesenden oder vertretenen Geschäftsführer gefasst.

Einstimmige Beschlüsse der Geschäftsführung können auch in Form von Umlaufbeschlüssen gefasst werden, wenn die Zustimmung schriftlich, per Kabel, Telegramm, Telex oder Fax, E-Mail oder durch ein vergleichbares Kommunikationsmittel abgegeben wird. Die Gesamtheit der Unterlagen bildet das Protokoll, das dem Nachweis der Beschlussfassung dient.

Art. 12. Die Protokolle jeder Sitzung der Geschäftsführung werden vom Vorsitzenden oder in seiner Abwesenheit vom stellvertretenden Vorsitzenden oder von einem zwei Geschäftsführern unterzeichnet. Kopien oder Auszüge der Protokolle, die in Gerichtsverfahren oder anderweitig vorgelegt werden können, werden vom Vorsitzenden oder von zwei Geschäftsführern oder von einer durch den Rat der Geschäftsführer zu diesem Zweck bestellten Person unterzeichnet.

Art. 13. Der Tod oder der Rücktritt eines Geschäftsführers, aus welchen Gründen auch immer, bewirkt nicht die Auflösung der Gesellschaft.

Art. 14. Die Geschäftsführer haften nicht persönlich aufgrund der Ausübung ihrer Funktion für die von ihnen im Namen der Gesellschaft ordnungsgemäß eingegangenen Verpflichtungen. Sie sind nur bestellte Vertreter der Gesellschaft und haften als solche ausschließlich für die ordnungsgemäße Ausübung ihres Mandats.

Art. 15. Der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer kann entscheiden, Abschlagsdividenden auf der Basis eines von den Geschäftsführern erstellten vorläufigen Abschlusses auszuzahlen, aus dem hervorgeht, dass ausreichende Finanzmittel zur Ausschüttung vorhanden sind, wobei die auszuschüttenden Finanzmittel nicht die Summe der erzielten Gewinne seit dem Ende des letzten Geschäftsjahres erhöht um den Gewinnvortrag und die ausschüttbaren Rücklagen,

jedoch abzüglich des Verlustvortrages und der Summen, die aufgrund einer gesetzlichen oder einer satzungsmäßigen Verpflichtung den Rücklagen zuzuschreiben sind, überschreiten dürfen.

D. Entscheidungen des Alleinigen Gesellschafters - Hauptversammlungen der Gesellschafter

Art. 16. Jeder Gesellschafter kann unabhängig von der Anzahl seiner Anteile an gemeinschaftlichen Entscheidungen teilnehmen. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie er Gesellschaftsanteile hält oder vertritt.

Art. 17. Wirksam gefasste Entscheidungen bedürfen der Zustimmung von Gesellschaftern, welche mehr als die Hälfte des Gesellschaftskapitals vertreten, sofern die vorliegende Satzung keine größere Mehrheit vorschreibt.

Beschlüsse welche eine Satzungsänderung betreffen werden durch die Mehrheit der Gesellschafter gefasst, welche mindestens fünfundsiebzig Prozent des Kapitals darstellen. Die Änderung der Nationalität der Gesellschaft bedarf jedoch der Einstimmigkeit der Gesellschafter.

Art. 18. Im Falle eines Alleingesellschafters übt dieser die der Hauptversammlung der Gesellschafter gemäß Abschnitt XII des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung aus.

E. Geschäftsjahr - Konten - Ausschüttung von Gewinnen

Art. 19. Das Geschäftsjahr der Gesellschaft beginnt am 1. Januar und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

Art. 20. Am 31. Dezember eines jeden Jahres werden die Konten abgeschlossen und der Geschäftsführer oder der Rat der Geschäftsführer erstellt ein Inventar, das Angaben des Wertes des Vermögens und der Verbindlichkeiten der Gesellschaft enthält. Jeder Gesellschafter kann am Gesellschaftssitz Einsicht in das Inventar und die Bilanz nehmen.

Art. 21. Fünf Prozent (5%) des Nettogewinns werden der gesetzlichen Rücklage zugeführt, bis diese Rücklage zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapitals beträgt. Der verbleibende Betrag steht den Gesellschaftern zur freien Verfügung.

F. Gesellschaftsauflösung - Liquidation

Art. 22. Im Falle der Auflösung der Gesellschaft wird die Gesellschaft von einem oder mehreren von der Hauptversammlung der Gesellschafter ernannten Abwicklern, welche keine Gesellschafter sein müssen, liquidiert.

Die Hauptversammlung bestimmt ihre Befugnisse und Bezüge. Bei Fehlen ausdrücklicher anderweitiger Bestimmungen haben die Abwickler die größtmöglichen Befugnisse zur Verwertung der Vermögenswerte und zur Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft.

Der Überschuss, der aus der Verwertung der Vermögenswerte und der Berichtigung der Verbindlichkeiten der Gesellschaft hervorgeht, wird unter den Gesellschaftern im Verhältnis zu den von ihnen gehaltenen Anteilen am Gesellschaftskapital aufgeteilt.

G. Anwendbares Recht

Art. 23. Für alle Punkte die nicht in dieser Satzung festgelegt sind, berufen und beziehen sich die Gesellschafter auf die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 betreffend die Handelsgesellschaften in seiner geänderten Fassung.

Übergangsbestimmung

Das erste Geschäftsjahr beginnt mit der Gründung der Gesellschaft und endet am 31. Dezember 2015.

Zeichnung und Einzahlung der Anteile

Nach Feststellung der Statuten, wie vorstehend erwähnt, wurden sämtliche Anteile durch die Alleingesellschafterin, die Gesellschaft „FINEX.LU S.A. SOPARFI“, vorgeannt und vertreten wie hiervor erwähnt, gezeichnet und voll in bar eingezahlt, so dass der Betrag von zwölftausendfünfhundert Euro (12.500,- EUR) der Gesellschaft ab sofort zur Verfügung steht, was dem amtierenden Notar durch eine Bankbescheinigung ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Beschlussfassung Durch die Alleinige Gesellschafterin

Anschließend hat die eingangs erwähnte erschienene Partei, welche das gesamte Gesellschaftskapital vertritt, in ihrer Eigenschaft als Alleingesellschafterin folgende Beschlüsse gefasst:

- 1) Der Gesellschaftssitz befindet sich in L-2449 Luxemburg, 25A Boulevard Royal.
- 2) Folgende Personen werden zu Geschäftsführern auf unbestimmte Dauer ernannt:
 - Herr Stanisław WICENIEWSKI, Gesellschaftsverwalter, geboren in Zbiczo (Polen), am 11. März 1955, wohnhaft in 87-300 Brodnica, Wiejska 28 (Polen); und
 - Frau Stefania WICENIEWSKA, Gesellschaftsverwalterin, geboren in Brodnica (Polen), am 19. April 1958, wohnhaft in 87-300 Brodnica, Wiejska 28 (Polen).
- 3) In Einklang mit Artikel 10 der Statuten hat jeder Geschäftsführer die weitestgehenden Befugnisse, um die Gesellschaft rechtmäßig und ohne Einschränkungen durch seine alleinige Unterschrift zu verpflichten.

Notarielle Bescheinigung

Die Gesellschaft und ihre Satzung erfüllen nach Form und Inhalt die anwendbaren gesetzlichen Bestimmungen hinsichtlich der Handelsgesellschaften, insbesondere jene bezüglich der Gesellschaften mit beschränkter Haftung.

Gemäß den derzeit im Großherzogtum Luxemburg gültigen rechtlichen Bestimmungen und Vorschriften und in Übereinstimmung mit dem vertragsrechtlichen Prinzip, dass Verträge, die vor einem Notar geschlossen werden, unmittelbar in Kraft treten, existiert die besagte Gesellschaft und erlangt ihre Rechtspersönlichkeit mit dem Datum der Unterzeichnung dieses notariellen Gründungsaktes als Körperschaft und juristische Person, in Abgrenzung von ihren Gesellschaftern, und zwar vor Erfüllung sämtlicher Registrierungs- und Veröffentlichungsformalitäten bei dem Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburgs und dem offiziellen Amtsblatt Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Gründungskosten

Der Betrag der Kosten, Ausgaben, Entgelte oder Belastungen jeder Art, die der Gesellschaft zufallen werden, beläuft sich auf ungefähr neunhundert Euro.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Luxembourg, am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der erschienen Partei, qualitate qua, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns dem Notar unterschrieben.

Signé: C. DOSTERT, C. WERSANDT.

Enregistré a Luxembourg A.C. 2, le 16 juin 2015. 2LAC/2015/13352. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée.

Luxembourg, le 18 juin 2015.

Référence de publication: 2015103560/214.

(150112765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Eurolux Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains.

R.C.S. Luxembourg B 87.617.

L'an deux mille quinze, le dix-huit juin.

Pardevant Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "Eurolux Properties S.A.", ayant son siège social à L-6981 Rameldange, 10, rue Joseph Schroeder, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 87.617, constituée originairement sous la dénomination de Hautes-Rives S.A. suivant acte reçu par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 24 mai 2002, publié au Mémorial C numéro 1195 du 9 août 2002, et dont les statuts ont été modifiés:

suyant actes reçus par Maître Emile SCHLESSER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du:

- 17 octobre 2002, publié au Mémorial C numéro 1710 du 29 novembre 2002, contenant notamment l'adoption de la dénomination de Nextranet S.A., et

- 22 novembre 2002, publié au Mémorial C numéro 10 du 6 janvier 2003, contenant notamment l'adoption de sa dénomination actuelle.

La séance est ouverte sous la présidence de Monsieur Bob PLEIN, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Max MAYER, employé, ayant son domicile professionnel à Junglinster, 3, route de Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Ulf ERIKSSON, administrateur de société, demeurant à L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains.

Les actionnaires présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre d'actions possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les actionnaires présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le Président expose et l'assemblée constate:

A) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1.- Transfert du siège social avec effet au jour de l'assemblée générale extraordinaire vers L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains.

2.- Modification et refonte complète des statuts pour adapter les statuts aux dispositions légales en vigueur.

3.- Nominations statutaires

4.- Divers.

B) Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur les objets portés à l'ordre du jour.

C) Que l'intégralité du capital social étant représentée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et, après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de transférer le siège social, avec effet immédiat vers L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de procéder à une refonte complète des statuts, avec ajout d'un nouvel alinéa entre le deuxième et troisième alinéa de l'objet social, pour adapter les statuts aux dispositions légales en vigueur, lesquels auront la teneur suivante:

«I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. La société anonyme existe sous la dénomination de " Eurolux Properties S.A." (la "Société"), et sera régie par les présents statuts (les "Statuts") ainsi que par les lois respectives et plus particulièrement par la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales (la "Loi").

Art. 2. La durée de la Société est illimitée.

Art. 3. La société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, le contrôle, la gestion ainsi que la mise en valeur de ses participations.

La société a également pour objet la promotion, la construction et la mise en location d'actifs immobiliers, meublés ou non, de son propre patrimoine.

La société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales ou physiques.

Elle pourra faire en outre toutes opérations commerciales, industrielles et financières, tant mobilières qu'immobilières qui peuvent lui paraître utiles dans l'accomplissement de son objet.

Art. 4. Le siège social est établi dans la commune de Steinsel, (Grand-Duché de Luxembourg).

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par une simple décision du conseil d'administration.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par décision de l'assemblée des actionnaires délibérant comme en matière de modification des statuts.

Par simple décision du conseil d'administration, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Actions

Art. 5. Le capital social est fixé à trente et un mille euros (31.000,-EUR), représenté par cent (100) actions, ayant une valeur nominale de trois cent dix euros (310,- EUR) chacune.

Le capital souscrit de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée générale des actionnaires statuant comme en matière de modification des statuts.

La Société peut, aux conditions et aux termes prévus par la Loi, racheter ses propres actions.

Art. 6. Les actions de la Société sont nominatives ou au porteur ou pour partie nominatives et pour partie au porteur au choix des actionnaires, sauf dispositions contraires de la Loi.

Il est tenu au siège social un registre des actions nominatives, dont tout actionnaire pourra prendre connaissance, et qui contiendra les indications prévues à l'article 39 de la Loi. La propriété des actions nominatives s'établit par une inscription sur ledit registre.

Des certificats constatant ces inscriptions au registre seront délivrés, signés par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci.

L'action au porteur est signée par deux administrateurs ou, si la Société ne comporte qu'un seul administrateur, par celui-ci. La signature peut être soit manuscrite, soit imprimée, soit apposée au moyen d'une griffe.

Toutefois l'une des signatures peut être apposée par une personne déléguée à cet effet par le conseil d'administration. En ce cas, elle doit être manuscrite. Une copie certifiée conforme de l'acte conférant délégation à une personne ne faisant pas partie du conseil d'administration, sera déposée préalablement conformément à l'article 9, §§ 1 et 2 de la Loi.

La Société ne reconnaît qu'un propriétaire par action; si la propriété de l'action est indivise, démembrée ou litigieuse, les personnes invoquant un droit sur l'action devront désigner un mandataire unique pour présenter l'action à l'égard de la Société. La Société aura le droit de suspendre l'exercice de tous les droits y attachés jusqu'à ce qu'une seule personne ait été désignée comme étant à son égard propriétaire.

III. Assemblées générales des actionnaires

Décisions de l'actionnaire unique

Art. 7. L'assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera tous les actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus larges pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société. Lorsque la Société compte un actionnaire unique, il exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale.

L'assemblée générale est convoquée par le conseil d'administration. Elle peut l'être également sur demande d'actionnaires représentant un dixième au moins du capital social.

Art. 8. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le deuxième mardi du mois de juin de chaque année à 11.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des actionnaires pourront se tenir aux heures et lieux spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des actionnaires de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux assemblées des actionnaires en désignant par écrit, par câble, télégramme, télex ou télécopie une autre personne comme son mandataire.

Dans la mesure où il n'en est pas autrement disposé par la Loi ou les Statuts, les décisions d'une assemblée des actionnaires dûment convoquée sont prises à la majorité simple des votes des actionnaires présents ou représentés.

Le conseil d'administration peut déterminer toutes autres conditions à remplir par les actionnaires pour prendre part à toute assemblée des actionnaires.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés lors d'une assemblée des actionnaires, et s'ils déclarent connaître l'ordre du jour, l'assemblée pourra se tenir sans avis de convocation préalables.

Les décisions prises lors de l'assemblée sont consignées dans un procès-verbal signé par les membres du bureau et par les actionnaires qui le demandent. Si la Société compte un actionnaire unique, ses décisions sont également écrites dans un procès-verbal.

Tout actionnaire peut participer à une réunion de l'assemblée générale par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant la participation effective à l'assemblée, dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion.

IV. Conseil d'administration

Art. 9. La Société sera administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins, qui n'ont pas besoin d'être actionnaires de la Société.

Toutefois, lorsque la Société est constituée par un actionnaire unique ou que, à une assemblée générale des actionnaires, il est constaté que celle-ci n'a plus qu'un actionnaire unique, la composition du conseil d'administration peut être limitée à un (1) membre jusqu'à l'assemblée générale ordinaire suivant la constatation de l'existence de plus d'un actionnaire.

Les administrateurs seront élus par l'assemblée générale des actionnaires qui fixe leur nombre, leurs émoluments et la durée de leur mandat. Les administrateurs sont élus pour un terme qui n'excédera pas six (6) ans, jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus.

Les administrateurs seront élus à la majorité des votes des actionnaires présents ou représentés.

Tout administrateur pourra être révoqué avec ou sans motif à tout moment par décision de l'assemblée générale des actionnaires.

Au cas où le poste d'un administrateur devient vacant à la suite de décès, de démission ou autrement, cette vacance peut être temporairement comblée jusqu'à la prochaine assemblée générale, aux conditions prévues par la Loi.

Art. 10. Le conseil d'administration devra choisir en son sein un président et pourra également choisir parmi ses membres un vice-président. Il pourra également choisir un secrétaire qui n'a pas besoin d'être administrateur et qui sera en charge de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et des assemblées générales des actionnaires.

Le conseil d'administration se réunira sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Le président présidera toutes les assemblées générales des actionnaires et les réunions du conseil d'administration; en son absence l'assemblée générale ou le conseil d'administration pourra désigner à la majorité des personnes présentes à cette assemblée ou réunion un autre administrateur pour assumer la présidence pro tempore de ces assemblées ou réunions.

Avis écrit de toute réunion du conseil d'administration sera donné à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature et les motifs de cette urgence seront mentionnés dans l'avis de convocation. Il pourra être passé outre à cette convocation à la suite de l'assentiment de chaque administrateur par écrit ou par câble, télégramme, télex, télécopieur ou tout autre moyen de communication similaire. Une convocation spéciale ne sera pas requise pour une réunion du conseil d'administration se tenant à une heure et un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil d'administration.

Tout administrateur pourra se faire représenter à toute réunion du conseil d'administration en désignant par écrit ou par câble, télégramme, télex ou téléfax un autre administrateur comme son mandataire.

Un administrateur peut représenter plusieurs de ses collègues.

Tout administrateur peut participer à une réunion du conseil d'administration par visio-conférence ou par des moyens de télécommunication permettant son identification.

Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à la réunion du conseil dont les délibérations sont retransmises de façon continue. La participation à une réunion par ces moyens équivaut à une présence en personne à une telle réunion. La réunion tenue par de tels moyens de communication à distance est réputée se tenir au siège de la Société.

Le conseil d'administration ne pourra délibérer ou agir valablement que si la moitié au moins des administrateurs est présente ou représentée à la réunion du conseil d'administration.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés à cette réunion. En cas de partage des voix, le président du conseil d'administration aura une voix prépondérante.

Le conseil d'administration pourra, à l'unanimité, prendre des résolutions par voie circulaire en exprimant son approbation au moyen d'un ou de plusieurs écrits, par courrier ou par courrier électronique ou par télécopie ou par tout autre moyen de communication similaire, à confirmer le cas échéant par courrier, le tout ensemble constituant le procès-verbal faisant preuve de la décision intervenue.

Art. 11. Les procès-verbaux de toutes les réunions du conseil d'administration seront signés par le président ou, en son absence, par le vice-président, ou par deux administrateurs. Les copies ou extraits des procès-verbaux destinés à servir en justice ou ailleurs seront signés par le président ou par deux administrateurs. Lorsque le conseil d'administration est composé d'un seul membre, ce dernier signera.

Art. 12. Le conseil d'administration est investi des pouvoirs les plus larges de passer tous actes d'administration et de disposition dans l'intérêt de la Société.

Tous pouvoirs que la Loi ou ces Statuts ne réservent pas expressément à l'assemblée générale des actionnaires sont de la compétence du conseil d'administration.

Lorsque la Société compte un seul administrateur, il exerce les pouvoirs dévolus au conseil d'administration.

La gestion journalière de la Société ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion pourront, conformément à l'article 60 de la Loi, être déléguées à un ou plusieurs administrateurs, directeurs, gérants et autres agents, associés ou non, agissant seuls ou conjointement. Leur nomination, leur révocation et leurs attributions seront réglées par une décision du conseil d'administration. La délégation à un membre du conseil d'administration impose au conseil l'obligation de rendre annuellement compte à l'assemblée générale ordinaire des traitements, émoluments et avantages quelconques alloués au délégué.

La Société peut également conférer tous mandats spéciaux par procuration authentique ou sous seing privé.

Art. 13. La Société sera engagée (i) par la signature collective de deux (2) administrateurs, (ii) par la signature individuelle de l'administrateur-délégué ou (iii) par la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle (auxquelles) pareils pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil d'administration.

Lorsque le conseil d'administration est composé d'un (1) seul membre, la Société sera valablement engagée, en toutes circonstances et sans restrictions, par la signature individuelle de l'administrateur unique.

V. Surveillance de la société

Art. 14. Les opérations de la Société seront surveillées par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être actionnaire.

L'assemblée générale des actionnaires désignera les commissaires aux comptes et déterminera leur nombre, leurs rémunérations et la durée de leurs fonctions qui ne pourra excéder six (6) années.

VI. Exercice social - Bilan

Art. 15. L'exercice social commencera le premier janvier de chaque année et se terminera le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Sur le bénéfice annuel net de la Société il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la formation du fonds de réserve légale; ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque et tant que la réserve aura atteint dix pour cent (10%) du capital social, tel que prévu à l'article 5 de ces Statuts, ou tel qu'augmenté ou réduit en vertu de ce même article 5.

L'assemblée générale des actionnaires déterminera, sur proposition du conseil d'administration, de quelle façon il sera disposé du solde du bénéfice annuel net.

Des acomptes sur dividendes pourront être versés en conformité avec les conditions prévues par la Loi.

VII. Liquidation

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs (qui peuvent être des personnes physiques ou morales) nommés par l'assemblée générale des actionnaires qui déterminera leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

VIII. Modification des statuts

Art. 18. Les Statuts pourront être modifiés par une assemblée générale des actionnaires statuant aux conditions de quorum et de majorité prévues par l'article 67-1 de la Loi.

IX. Dispositions finales - Loi applicable

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les présents Statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la Loi.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de:

a.- révoquer les administrateurs Madame Viviane ERIKSSONHUBSCH, et Monsieur Jeannot DIDERRICH,

b.- de confirmer l'administrateur:

Monsieur Ulf ERIKSSON, né le 29 septembre 1939, à Norrköping (Suède), demeurant à L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains

c.- de nommer aux fonctions d'administrateurs:

- Monsieur Patrick Jan ERIKSSON, né le 20 octobre 1966 à Norrköping en Suède, demeurant à L-1831 Luxembourg, 117, rue de la Tour Jacob,

- Monsieur Jerry ERIKSSON, né le 23 novembre 1973 né à Helsingborg en Suède, demeurant à L-8077 Bertrange, 217, rue de Luxembourg, et

d.- de confirmer à la fonction d'administrateur-délégué:

Monsieur Ulf ERIKSSON, né le 29 septembre 1939, à Norrköping (Suède), demeurant à L-7335 Heisdorf, 18, rue des Romains

e.- de confirmer à la fonction de commissaire aux comptes:

Benoy Kartheiser Management S.à r.l., en abrégé BKM, société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1140 Luxembourg, 4547, route d'Arlon, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 33.849

Les mandats des administrateurs, de l'administrateur délégué et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra en l'année 2021.

Frais

Le montant des frais, dépenses et rémunérations quelconques incombant à la société en raison des présentes s'élève approximativement à mille euros.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passée à Junglinster, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Bob PLEIN, Max MAYER, Ulf ERIKSSON, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 22 juin 2015. Relation GAC/2015/5215. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015105766/242.

(150115829) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 juillet 2015.

Conadau S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1748 Luxembourg, 7, rue Lou Hemmer.

R.C.S. Luxembourg B 149.775.

Die Bilanz zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015099141/9.

(150108877) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Alfaro Real Estate S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1643 Luxembourg, 8, rue de la Grève.

R.C.S. Luxembourg B 184.170.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 juin 2015.

Référence de publication: 2015099159/10.

(150110018) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 25 juin 2015.

Mexco Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 30, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 197.930.

STATUTES

In the year two thousand and fifth teen, on the twenty-fourth day of June

Before us Maître Blanche MOUTRIER, notary residing at Esch-sur-Alzette (Grand-Duchy of Luxembourg).

There appeared:

“PINWOOD TRADING INC.”, a limited company duly formed and validly existing under the laws of Panama, with the registered office in Panama (Republic of Panama), Calle, 56, Obarrio, Building Rocar, registered at Trade Register of Panama under number 155588735,

here represented by Mr Anthony THILLMANY, Private employe, residing professionally in Esch-sur-Alzette, by virtue of a proxy given under private seal.

The said proxy, after having been signed "ne varietur" by the proxy holder and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

the appearing person, in the capacity in which she acts, has requested the notary to state as follows the articles of incorporation of a private limited liability company:

Art. 1. Formation. There is formed a private limited liability company (“the Company”) organized under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg (“the Laws”) and by the present articles of association (the "Articles”).

The Company may be composed of one single shareholder or several shareholders, but not exceeding forty (40) shareholders.

Art. 2. Name. The Company will exist under the name “MEXCO INVESTMENTS S.à r.l.”.

Art. 3. Registered office. The Company will have its registered office in the City of Luxembourg.

The registered office may be transferred (i) to any other place within the City of Luxembourg by a resolution of the manager or in case of plurality of managers by the Board of Managers and (ii) to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

Branches or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by resolution of the manager or as the case may be by the Board of Managers.

In the event that, in the view of the manager or as the case may be the Board of Managers, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Laws. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the manager or as the case may be by the Board of Managers.

Art. 4. Object. The object of the company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg companies or foreign companies and all other forms of investments, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind, as well as the management, control and development of such participations.

The company may participate in the establishment and development of any financial, industrial or commercial enterprises in Luxembourg and abroad and may render them every assistance whether by way of loans, guarantees or otherwise.

The company may lend or borrow with or without interests in any form and proceed to the issuance of bonds and debentures.

The company may carry out any other securities, financial, industrial or commercial activity, directly or indirectly connected with its objects and maintain a commercial establishment open to the public.

The company has as an aim the purchase, the sale, the setting in hiring, the administration and the development in some form that they are real estates goods located at the Grand Duchy of Luxembourg or abroad, like all commercial deals or financial, real or movable which are attached to it directly or indirectly.

The company may in general take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The object of the Company shall in addition be to receive payments and remunerations from the companies within the group, and to administer and manage such companies, to which it may, in particular, provide any strategic, administrative or commercial assistance.

Art. 5. Duration. The Company is formed for an unlimited period of time.

Art. 6. Share Capital. The issued share capital of the Company is set at TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500,-) represented by HUNDRED TWENTY-FIVE (125) shares with a nominal value of HUNDRED EUROS (EUR 100,-) each and such rights and obligations as set out in the Articles, entirely paid in.

The share capital of the Company may be increased or reduced by a resolution of the shareholders adopted in the manner required for amendment of these Articles.

The Company can proceed to the repurchase of its own Shares by decisions of the manager or as the case may be by the Board of Managers subject to the availability of funds determined by the manager or as the case may be by the Board of Managers on the basis of relevant Interim Accounts

Art. 7. Transfers of shares. In case of a single shareholder, the Shares held by the single shareholder are freely transferable.

In the case of plurality of shareholders, the Shares held by each shareholder may be transferred in the respect of article 189 of the law of August, 1915 on commercial companies (as amended).

Art. 8. Incapacity, insolvency, bankruptcy of the shareholder(s). The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the single shareholder or of one of the shareholders.

Art. 9. Management. The Company shall be managed by one or several managers (“the Board of Managers”) who need not be shareholders themselves.

The manager(s) shall be appointed by the shareholder(s), who will determine their number and the duration of their mandate, respectively they are eligible for re-appointment and may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the shareholder(s).

Art. 10. Power of the Manager or of the Board of Managers. The manager or as the case may be the Board of Managers is vested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object.

All powers not expressly reserved by the Laws or by the Articles to the general meeting of shareholder(s) fall within the competence of the sole manager or as the case may be the Board of Managers.

Art. 11. Representation. The Company will be bound towards third parties by the individual signature of each managers.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or sole signature of any person(s) to whom special power has been delegated by the sole manager or as the case may be the Board of Managers, but only within the limits of such special power.

Art. 12. Meetings of the Board of Managers. In case a Board of Managers is formed, the board may appoint from among its members a chairman and a secretary who need not be a manager himself responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board of Managers.

The Board of Managers will meet upon call by the chairman or by any two (2) of its members, at the place and at the time indicated in the notice of meeting.

No such notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting.

Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting, whether in original, by fax or e-mail.

Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board of Managers.

The chairman will preside at all meetings of the Board of Managers, except that in his absence the Board of Managers may appoint another member of the Board of Managers as chairman pro tempore by majority vote of the managers present or represented at such meeting.

Any manager may act at any meeting of the Board of Managers by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another manager as his proxy.

Any member of the Board of Managers may represent one or more other members of the Board of Managers.

One or more managers may participate in a meeting by conference call, visioconference or any other similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other.

Such participation shall be deemed equivalent to a physical presence at the meeting.

In addition, a written decision, signed by all the managers, is proper and valid as though it had been adopted at a meeting of the Board of Managers which was duly convened and held.

Such a decision may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several managers.

A quorum of the Board of Managers shall be the presence or representation of at least half (1/2) of the managers holding office.

Decisions will be taken by a majority of the votes of the managers present or represented at such meeting.

Art. 13. Management fees and expenses. Subject to approval by the shareholder(s), the manager(s) may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the manager(s) in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 14. Conflicts of interest. If any of the managers of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such manager shall disclose such personal interest to the other manager(s) and shall not consider or vote on any such transaction.

In case of a sole manager it suffices that the transactions between the Company and its manager, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the managers or any officer of the Company has a personal interest in, or is a manager, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm.

Art. 15. Liability of the manager or of the Board of Managers. The manager or as the case may be the Board of Managers' members assume, by reason of his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made in the name of the Company.

Art. 16. Shareholder(s). The shareholder(s) shall have such powers as are vested with them pursuant to the Laws and the Articles.

The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Art. 17. General meetings. Resolutions of the shareholder(s) are passed in a general meeting held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand-Duchy of Luxembourg upon issuance of a convening notice in compliance with the Laws and the Articles, by the sole manager or as the case may be by the Board of Managers, subsidiarily, by the auditor(s) (if any) or, more subsidiarily, by shareholder(s) representing more than half (1/2) of the share capital.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting.

A shareholder may act at any general meeting by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as a proxy holder.

In addition, if the Company is composed of several shareholders, but no more than twenty-five (25) shareholders, resolutions of the shareholders may be passed in writing.

Written resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several shareholders.

At any general meeting other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted by shareholders representing more than half (1/2) of the capital, each share entitling to one vote.

If such majority is not reached at the first meeting, the shareholders shall be convened a second time and resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be a majority of shareholders in number representing at least three quarters (3/4) of the share capital.

Art. 18. Financial Year. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty first of December of each year.

Art. 19. Financial statements. At the end of each financial year, the accounts are closed and the sole manager or as the case may be by the Board of Managers draw up an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the Laws for submission to the shareholder(s) for approval.

Each shareholder or its representative may inspect these financial documents at the registered office.

Art. 20. Legal reserve. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of general expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the annual net profit.

From the annual net profit, at least five per cent (5%) shall each year be allocated to the reserve in the respect of article 197 of the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended) ("the Legal Reserve").

That allocation to the Legal Reserve will cease to be required as soon and as long as the Legal Reserve amounts to ten per cent (10%) of the share capital.

Art. 21. Allocation of the profits. After allocation to the Legal Reserve, the shareholder(s) shall determine how the remainder of the annual net profit will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, as the case may be with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions.

The sole manager or as the case may be the Board of Managers may decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by them showing that sufficient funds are available for distribution provided always that the amount to be distributed by way of interim dividend may not exceed the total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and sums drawn from reserves available for this purpose, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve pursuant to the requirements of the Laws or of the Articles.

The dividends declared may be paid in any currency selected by the sole manager or as the case may be the Board of Managers and may be paid at such places and times as may be determined by the sole manager or as the case may be the Board of Managers. The sole manager or as the case may be the Board of Managers may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend funds into the currency of their payment. A dividend declared but not paid on a Share during five years cannot thereafter be claimed by the holder of such Share, shall be forfeited by the holder of such Share, and shall revert to the Company. No interest will be paid on dividends declared and unclaimed which are held by the Company on behalf of holders of Shares.

Art. 22. Dissolution and liquidation. The Company may be dissolved by a resolution of the shareholder(s) deliberating in the manner provided for amendments to the Articles.

At the time of winding up, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

A sole shareholder can decide to dissolve the Company and to proceed to its liquidation, assuming personally the payment of all known and unknown assets and liabilities of the Company.

The liquidator(s) may proceed with the distribution of liquidation down payments subject to keep sufficient provision for payment of the outstanding debts.

After payment of all debts and any charges against the Company and of the expenses of the liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholders.

Art. 23. Incorporated Provisions. Reference is made to the provisions of the Laws, in particular the law of August 10th, 1915 on commercial companies (as amended), for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory disposition

By exception, the first financial year starts on the date of incorporation and ends on December 31st, 2015.

The first annual general meeting shall be held in the year 2016.

Subscription and payment

The hundred twenty-five (125) shares representing the capital have been entirely subscribed by:

– PINWOOD TRADING INC., prequalified	125
TOTAL:	125

Fully paid up in cash, therefore the amount of TWELVE THOUSAND FIVE HUNDRED EUROS (EUR 12,500.-) is as now at the disposal of the Company, proof of which has been duly given to the notary.

Expenses

The amount of expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the company as a result of its formation are estimated at approximately EUR 1,200,-.

General meeting of shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the appearing party in his capacity as sole shareholder of the Company, exercising the powers devolved to the general meeting passed the following resolutions:

1. The number of managers is fixed at two.
2. Is appointed as managers for unlimited duration:

a) Mr Salvatore ALECCI, born on 13th October 1959 in Namur (Belgium), residing at L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal,

b) Mr. Roberto CARBONETTI, born on 3rd August 1958 in Rome (Italia), residing at L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal,

3. The address of the Company is set at L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal,

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on the request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Esch-sur-Alzette, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing party, whose is known to the notary by its social denomination, by-laws and residences, the said party appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

French version

L'an deux mille quinze, le vingt-quatre juin

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg).

A comparu:

La société anonyme de droit Panaméen dénommée «PINWOOD TRADING INC.», ayant son siège social à Panama (République du Panama), Calle, 56, Obarrio, immeuble Rocar, inscrite auprès du registre du commerce du Panama sous le numéro 155588735.

ici représentée par Monsieur Anthony THILLMANY, employé privé, demeurant professionnellement à Esch-sur-Alzette, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être enregistrée avec lui.

Laquelle comparante, représentée comme indiqué ci-avant, a requis le notaire instrumentaire d'acter les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer comme suit:

Art. 1^{er}. Forme. Il est formé une société à responsabilité limitée («la Société») régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, («les Lois») et par les présents statuts («les Statuts»).

La Société peut comporter un associé unique ou plusieurs associés, dans la limite de quarante (40) associés.

Art. 2. Dénomination sociale. La Société a comme dénomination «MEXCO INVESTMENTS S.à r.l.»

Art. 3. Siège social. Le siège social de la Société est établi dans la ville de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré (i) à tout autre endroit de la ville de Luxembourg par une décision du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance et (ii) à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Des succursales ou d'autres bureaux peuvent être établis soit au Grand-Duché du Luxembourg ou à l'étranger par décision du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance.

Dans l'hypothèse où le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social sont de nature à compromettre l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements se sont produits ou sont imminents, la Société pourra transférer provisoirement le siège social à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, demeurera régie par les Lois. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance.

Art. 4. Objet. La société a pour objet la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans des entreprises luxembourgeoises ou étrangères, et toutes autres formes de placement, l'acquisition par achat, souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou de toute autre manière de titres, obligations, créances, billets et autres valeurs de toutes espèces, l'administration, le contrôle et le développement de telles participations.

La société peut participer à la création et au développement de n'importe quelle entreprise financière, industrielle ou commerciale, tant au Luxembourg qu'à l'étranger et leur prêter concours, que ce soit par des prêts, des garanties ou de toute autre manière.

La société peut prêter ou emprunter sous toutes les formes, avec ou sans intérêts et procéder à l'émission d'obligations, à différentes sociétés (filiales ou non).

La société a pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

D'une façon générale, la société peut prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet.

Art. 5. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 6. Capital social. Le capital social de la Société est de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) représenté par CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales entièrement libérées d'une valeur nominale de CENT EUROS (EUR 100.-) chacune et les droits et obligations fixés par les Statuts, entièrement libérées.

Le capital social de la Société peut être augmenté ou réduit par décision de l'assemblée des associés de la Société statuant comme en matière de modification des Statuts.

La Société peut procéder au rachat de ses propres Parts Sociales par décisions du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance sous réserve de la disponibilité des fonds déterminée par le gérant unique ou le cas échéant par le Conseil de Gérance sur la base des Comptes Intérimaires pertinents.

Art. 7. Transferts des parts sociales. Lorsque la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci peut librement céder ses Parts Sociales.

Lorsque la Société compte plusieurs associés, ceux-ci ne peuvent céder leurs Parts Sociales que dans le respect de l'article 189 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Art. 8. Incapacité, insolvabilité ou faillite des Associé(s). La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'Associé unique ou d'un des Associés.

Art. 9. Gérance. La Société est gérée par un gérant unique ou plusieurs gérants (le "Conseil de Gérance") qui n'ont pas besoin d'être associés.

Le gérant unique ou le cas échéant les membres du Conseil de Gérance seront nommés par les associé(s), qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, respectivement ils peuvent être renommés et peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution des associé(s).

Art. 10. Pouvoir du gérant ou du Conseil de Gérance. Le gérant unique ou le cas échéant les membres du Conseil de Gérance sont investis des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société.

Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés en vertu des Lois ou des Statuts au(x) associé(s) relèvent de la compétence du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance.

Art. 11. Représentation. La Société sera engagée vis-à-vis des tiers par la signature individuelle de chacun des gérants.

La Société sera également engagée vis-à-vis des tiers par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute (s) personne(s) à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par les gérant(s), mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

Art. 12. Réunions du Conseil de Gérance. Dans le cas où un Conseil de Gérance est formé, il peut nommer parmi ses membres un président et un secrétaire qui n'a pas besoin d'être lui-même gérant responsable de la tenue des procès-verbaux du Conseil de Gérance.

Le Conseil de Gérance se réunira sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres, au lieu et date indiqués dans la convocation.

Si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés à une réunion et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de la réunion, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Un gérant peut également renoncer à sa convocation à une réunion, soit avant soit après la réunion, par écrit en original, par fax ou par e-mail.

Des convocations écrites séparées ne sont pas requises pour les réunions qui sont tenues aux lieux et date indiqués dans un agenda de réunions adopté à l'avance par le Conseil de Gérance.

Le Président présidera toutes les réunions du Conseil de Gérance, mais en son absence le Conseil de Gérance désignera un autre membre du Conseil de Gérance comme président pro tempore par un vote à la majorité des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Tout gérant peut se faire représenter aux réunions du Conseil de Gérance en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre gérant comme son mandataire.

Tout membre du Conseil de Gérance peut représenter un ou plusieurs autres membres du Conseil de Gérance.

Un ou plusieurs gérants peuvent prendre part à une réunion par conférence téléphonique, visioconférence ou tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément les unes avec les autres.

Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion.

En outre, une décision écrite, signée par tous les gérants, est régulière et valable de la même manière que si elle avait été adoptée à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue.

Une telle décision pourra être consignée dans un seul ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu et signé par un ou plusieurs gérants.

Le Conseil de Gérance ne pourra valablement délibérer que si au moins la moitié (1/2) des gérants en fonction est présente ou représentée.

Les décisions seront prises à la majorité des voix des gérants présents ou représentés à cette réunion.

Art. 13. Rémunération et débours. Sous réserve de l'approbation des associé(s), les gérant(s) peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 14. Conflit d'intérêts. Si un ou plusieurs gérants a ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, ce gérant devra en aviser les autres gérant(s) et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote sur une telle transaction.

Dans le cas d'un gérant unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son gérant ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le simple fait qu'un ou plusieurs gérants ou tout fondé de pouvoir de la Société y a un intérêt personnel, ou est gérant, collaborateur, membre, associé, fondé de pouvoir ou employé d'une telle société ou entreprise.

Art. 15. Responsabilité des gérant(s). Les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

Art. 16. Associé(s). Les associés exercent les pouvoirs qui leur sont dévolus par les Lois et les Statuts.

Si la Société ne compte qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs pré mentionnés conférés à l'assemblée générale des associés.

Art. 17. Assemblées générales. Les décisions des associé(s) sont prises en assemblée générale tenue au siège social ou à tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg sur convocation, conformément aux conditions fixées par les Lois et les Statuts, du gérant unique ou le cas échéant du Conseil de Gérance, subsidiairement, des commissaire(s) aux comptes (s'il y en existe), ou plus subsidiairement, des associé(s) représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Tous les associés sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale.

Un associé peut désigner par écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire qui n'a pas besoin d'être lui-même associé.

En outre, si la Société compte plusieurs associés, dans la limite de vingt-cinq (25) associés, les décisions des associés peuvent être prises par écrit.

Les résolutions écrites peuvent être constatées dans un seul ou plusieurs documents ayant le même contenu, signés par un ou plusieurs Associés.

Lors de toute assemblée générale autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, les résolutions seront adoptées par les associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social, chaque Part Sociale donnant droit à une voix.

Si cette majorité n'est pas atteinte sur première convocation, les associés seront de nouveau convoqués et les résolutions seront prises à la majorité simple, indépendamment du nombre de Parts Sociales représentées.

Lors de toute assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de décisions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour une modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 18. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier et se termine le trente-et-un décembre de chaque année.

Art. 19. Comptes sociaux. A la clôture de chaque exercice social, les comptes sont arrêtés et le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance dresse l'inventaire des éléments de l'actif et du passif, le bilan ainsi que le compte de résultats conformément aux Lois afin de les soumettre aux associé(s) pour approbation.

Tout associé ou son mandataire peut prendre connaissance des documents comptables au siège social.

Art. 20. Réserve légale. L'excédent favorable du compte de résultats, après déduction des frais généraux, coûts, amortissements, charges et provisions constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il sera prélevé au moins cinq pour cent (5%) qui seront affectés, chaque année, à la réserve légale («la Réserve Légale») dans le respect de l'article 197 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Cette affectation à la Réserve Légale cessera d'être obligatoire lorsque et aussi longtemps que la Réserve Légale atteindra dix pour cent (10%) du capital social.

Art. 21. Affectations des bénéfices. Après affectation à la Réserve Légale, les associé(s) décident de l'affectation du solde du bénéfice net par versement de la totalité ou d'une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant le cas échéant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou la prime d'émission aux associé(s), chaque part sociale donnant droit à une même proportion dans ces distributions.

Le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance peut décider de procéder à un versement d'acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par lui duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer en tant qu'acomptes sur dividendes ne peuvent jamais excéder le montant total des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice dont les comptes annuels ont été approuvés, augmenté des bénéfices reportés ainsi que des prélèvements effectués sur les réserves disponibles à cet effet et diminué des pertes reportées ainsi que des sommes à porter en réserves en vertu des Lois ou des Statuts.

Les dividendes déclarés peuvent être payés en toutes devises choisies par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance et pourront être payés en temps et lieu qu'il appartiendra de déterminer par le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance. Le gérant unique ou le cas échéant le Conseil de Gérance, peut décider du cours de change applicable à la conversion des dividendes en la devise de leur paiement. Un dividende déclaré mais non payé sur une Part Sociale pendant cinq ans, ne pourra par la suite plus être réclamé par le propriétaire d'une telle Part Sociale, de sorte qu'il sera perdu pour celui-ci, et sera acquis à la Société. Aucun intérêt ne sera payé sur les dividendes déclarés et non réclamés, qui seront détenus par la Société pour le compte des détenteurs de Parts Sociales.

Art. 22. Dissolution et liquidation. La Société peut être dissoute par une décision des associé(s) délibérant comme en matière de modification de Statuts.

Au moment de la dissolution, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associé(s) qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

Un associé unique peut décider de dissoudre la Société et de procéder à sa liquidation en prenant personnellement à sa charge tous les actifs et passifs, connus et inconnus, de la Société.

Les liquidateur(s) peuvent procéder à la distribution d'acomptes sur produit de liquidation sous réserve de provisions suffisantes pour payer les dettes impayées à la date de la distribution.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le produit net de liquidation sera réparti entre les associé(s).

Art. 23. Disposition finale. Toutes les matières qui ne sont pas régies par les Statuts seront réglées conformément aux Lois, en particulier à la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales (telle que modifiée).

Disposition transitoire

Par exception, le premier exercice social commence le jour de la constitution et s'achève le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle se tiendra en l'an 2016.

Souscription et libération

Les CENT VINGT-CINQ (125) parts sociales représentant le capital social ont été entièrement souscrites comme suit:

– PINWOOD TRADING INC., préqualifiée	125
TOTAL:	125

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées par versement en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-) est à la disposition de la Société, ce qui a été prouvé au notaire instrumentant, qui le reconnaît expressément.

Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, sont approximativement estimés à la somme de EUR 1.200.-

Assemblée générale extraordinaire

Immédiatement après la constitution de la Société, la comparante en sa qualité d'associée de la Société, exerçant ainsi les pouvoirs de l'assemblée générale a pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre des gérants est fixé à deux.
2. Ont été appelés aux fonctions de gérants pour une durée indéterminée:
 - a) Monsieur Salvatore ALECCI, né le 13 octobre 1959 à Namur (Belgique), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal,
 - b) Monsieur Roberto CARBONETTI, né le 03 août 1958 à Rome (Italie), demeurant professionnellement à L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal,
3. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-2449 Luxembourg, 30, Boulevard Royal.

Le notaire soussigné, qui comprend et qui parle anglais, constate par les présentes, qu'à la requête du comparant, le présent procès-verbal est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la requête du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au comparant, connu du notaire instrumentaire par nom, prénom usuel, état et demeure, le comparant a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: A.Thillmany., MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25/06/2015. Relation: EAC/2015/14367. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 26 juin 2015.

Référence de publication: 2015102448/440.

(150111626) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 juin 2015.

Corestate Vie Developments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 1.050.000,00.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 188.984.

In the year two thousand and fifteen, on the eighteenth day of June.

Before Maître Edouard Delosch, notary residing in Diekirch, Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

(i) CORESTATE CAPITAL AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Switzerland), registered with the trade register of Kanton Zug under number CHE-113.002.233 ("Corestate"),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(ii) SO Holding AG, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Poststrasse 4, CH-8808 Pfäffikon, Switzerland, registered with the trade register of Kanton Schwyz under number CHE-111.705.335 ("SO Holding AG"),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(iii) NTM Capital GmbH, a company incorporated under the laws of Switzerland, having its registered office at Sumpfs-trasse 15, CH-6300 Zug, Switzerland, registered with the trade register of Kanton Zug under number CHE-253.815.467 ("NTM Capital GmbH"),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(iv) Cupstone Ltd., a company incorporated under the laws of the Territory of the British Virgin Islands, having its registered office at Nerine Chambers, P.O. Box 905, Road Town, Tortola, British Virgin Islands, with company number 1048031 ("Cupstone Ltd."),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(v) Maitos Marine Holdings, a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, with a share capital of twelve thousand five hundred Euro (EUR 12,500.-) having its registered office at 50, rue Basse, L-7307 Steinsel,

Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 169764 (“Maitos Marine Holdings”),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(vi) Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, a company incorporated under the laws of Germany, having its registered office at Paul-Dessau-StralJe 5, D- 22761 Hamburg, Germany, registered with the trade register of the local court of Hamburg under number HRB 124650 (“Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH”),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015;

(vii) CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG, with business address at c/o HauckSchuchardt, Niedenau 61-63, 60235 Frankfurt am Main, Germany and registered with the commercial register of the local court of Frankfurt am Main under HRA 46691 (“CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG”, together with, Corestate, SO Holding AG, NTM Capital GmbH, Cupstone Ltd., Maitos Marine Holdings, Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, the “Shareholders”),

hereby represented by Maître Marc Frantz, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a proxy given on 17 June 2015.

The above mentioned proxies, signed by the appearing person and the undersigned notary, shall remain annexed to the present deed.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that the Shareholders are the sole shareholders of Corestate VIE Developments S.à r.l., a limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having a share capital of fifty thousand Euro (EUR 50,000.-), whose registered office is at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, incorporated following a deed of the undersigned notary of 25 July 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 2651 of 30 September 2014 and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 188984 (the “Company”). The articles of association of the Company have for the last time been amended following a deed of the undersigned notary dated 2 December 2014, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3959 of 22 December 2014.

The Shareholders, represented as above mentioned, have recognised to be duly and fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To set the new value per share at EUR 0.01.- (one Euro Cent) and to determine the number of shares having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) each in exchange and replacement of the 50,000 (fifty thousand) existing shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) each.

2. Subsequent amendment of article 5 of the articles of association of the Company to reflect that the corporate capital is fixed at EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) represented by 5,000,000 (five million) shares, having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) each.

3. To create 11 (eleven) classes of shares (Class A to Class K) and to allot the 5,000,000 (five million) existing shares to the Class A.

4. To increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 1,000,000.- (one million Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) to EUR 1,050,000.- (one million fifty thousand Euro).

5. To issue 10,000,000 (ten million) new Class B shares, 10,000,000 (ten million) new Class C shares, 10,000,000 (ten million) new Class D shares, 10,000,000 (ten million) new Class E shares, 10,000,000 (ten million) new Class F shares, 10,000,000 (ten million) new Class G shares, 10,000,000 (ten million) new Class H shares, 10,000,000 (ten million) new Class I shares, 10,000,000 (ten million) new Class J shares and 10,000,000 (ten million) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) as well as the rights and privileges as those set out in the Company's articles of association.

6. To accept the subscription of the newly issued 10,000,000 (ten million) Class B shares, 10,000,000 (ten million) Class C shares, 10,000,000 (ten million) Class D shares, 10,000,000 (ten million) Class E shares, 10,000,000 (ten million) Class F shares, 10,000,000 (ten million) Class G shares, 10,000,000 (ten million) Class H shares, 10,000,000 (ten million) Class I shares, 10,000,000 (ten million) Class J shares and 10,000,000 (ten million) Class K shares, with payment of a share premium in an aggregate amount of EUR 388,682.- (three hundred eighty-eight thousand six hundred eighty-two Euro) and to accept full payment in cash.

7. To set the amount of the Company's share capital at EUR 1,050,000.- (one million fifty thousand Euro) represented by 5,000,000 (five million) Class A shares, 10,000,000 (ten million) Class B shares, 10,000,000 (ten million) Class C shares, 10,000,000 (ten million) Class D shares, 10,000,000 (ten million) Class E shares, 10,000,000 (ten million) Class F shares, 10,000,000 (ten million) Class G shares, 10,000,000 (ten million) Class H shares, 10,000,000 (ten million) Class I shares, 10,000,000 (ten million) Class J shares and 10,000,000 (ten million) Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent).

8. To amend articles five (5), seven (7), nine (9), ten (10), twelve (12), fifteen (15) and eighteen (18) of the Company's articles of association.

9. Miscellaneous.

The Shareholders have requested the undersigned notary to record the following resolutions:

First resolution

The Shareholders resolved to set the new value per share at EUR 0.01.- (one Euro Cent).

The Shareholders resolved that the number of shares having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) each in exchange and in replacement of the 50,000 (fifty thousand) existing shares having a par value of EUR 1.- (one Euro) each is set at 5,000,000 (five million) shares having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) each.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Shareholders resolved to amend article 5 of the articles of association of the Company to reflect that the corporate capital is fixed at EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) represented by 5,000,000 (five million) shares, having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) each.

Third resolution

The Shareholders resolved to create 11 (eleven) classes of shares (Class A to Class K) and to allot the 5,000,000 (five million) existing shares to the Class A.

Fourth resolution

The Shareholders resolved to increase the corporate capital of the Company by an amount of EUR 1,000,000.- (one million Euro) so as to raise it from its present amount of EUR 50,000.- (fifty thousand Euro) to EUR 1,050,000.- (one million fifty thousand Euro).

Fifth resolution

The Shareholders resolved to issue 10,000,000 (ten million) new Class B shares, 10,000,000 (ten million) new Class C shares, 10,000,000 (ten million) new Class D shares, 10,000,000 (ten million) new Class E shares, 10,000,000 (ten million) new Class F shares, 10,000,000 (ten million) new Class G shares, 10,000,000 (ten million) new Class H shares, 10,000,000 (ten million) new Class I shares, 10,000,000 (ten million) new Class J shares and 10,000,000 (ten million) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) as well as the rights and privileges as those set out in the Company's articles of association.

Subscriptions - Payments

Thereupon appeared

(i) Corestate, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class B shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class C shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class D shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class E shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class F shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class G shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class H shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class I shares, 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class J shares and 1,230,284 (one million two hundred thirty thousand two hundred eighty-four) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 265,030.60 (two hundred sixty-five thousand thirty Euro and sixty Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 388,059.- (three hundred eighty-eight thousand fifty-nine Euro) (the "Cash Contribution 1");

(ii) SO Holding AG, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class B shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class C shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class D shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class E shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class F shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class G shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class H shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class I shares, 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class J shares and 5,678,233 (five million six hundred seventy-eight thousand two hundred thirty-three) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 80,061.70 (eighty thousand sixty-one Euro and seventy Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 647,885.- (six hundred forty-seven thousand eight hundred eighty-five Euro) (the "Cash Contribution 2");

(iii) NTM Capital GmbH, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class B shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class C shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class D shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class E shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class F shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class G shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class H shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class I shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class J shares and 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 2,224.10 (two thousand two hundred twenty-four Euro and ten Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 17,997.- (seventeen thousand nine hundred ninety-seven Euro) (the “Cash Contribution 3”);

(iv) Cupstone Ltd., prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class B shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class C shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class D shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class E shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class F shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class G shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class H shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class I shares, 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class J shares and 1,261,830 (one million two hundred sixty-one thousand eight hundred thirty) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 17,791.- (seventeen thousand seven hundred ninety-one Euro) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 143,974.- (one hundred forty-three thousand nine hundred seventy-four Euro) (the “Cash Contribution 4”);

(v) Maitos Marine Holdings, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class B shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class C shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class D shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class E shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class F shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class G shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class H shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class I shares, 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class J shares and 1,451,104 (one million four hundred fifty-one thousand one hundred four) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 20,460.60 (twenty thousand four hundred sixty Euro and sixty Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 165,571 (one hundred sixty-five thousand five hundred seventy-one Euro) (the “Cash Contribution 5”);

(vi) Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class B shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class C shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class D shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class E shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class F shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class G shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class H shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class I shares, 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class J shares and 157,729 (one hundred fifty-seven thousand seven hundred twenty-nine) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 2,224.10 (two thousand two hundred twenty-four Euro and ten Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 17,997 (seventeen thousand nine hundred ninety-seven Euro) (the “Cash Contribution 6”);

(vii) CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG, prenamed, represented as mentioned above, declared to subscribe for 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class B shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class C shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class D shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class E shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class F shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class G shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class H shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class I shares, 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class J shares and 63,091 (sixty-three thousand ninety-one) new Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent), with payment of a share premium of EUR 889.90 (eight hundred eighty-nine Euro and ninety Cent) and to fully pay in cash for these shares and share premium, corresponding to a total amount of EUR 7,199.- (seven thousand one hundred ninety-nine Euro) (the “Cash Contribution 7”, together with the Cash Contribution 1, the Cash Contribution 2, the Cash Contribution 3, the Cash Contribution 4, the Cash Contribution 5 and the Cash Contribution 6, the “Cash Contributions”).

The aggregate amount of EUR 1,388,682.- (one million three hundred eighty-eight thousand six hundred eighty-two Euro), corresponding to the Cash Contributions, was thus as from that moment at the disposal of the Company, evidence thereof having been submitted to the undersigned notary.

Sixth resolution

The Shareholders resolved to accept said subscriptions and payments and to allot the 10,000,000 (ten million) new Class B shares, 10,000,000 (ten million) new Class C shares, 10,000,000 (ten million) new Class D shares, 10,000,000 (ten million) new Class E shares, 10,000,000 (ten million) new Class F shares, 10,000,000 (ten million) new Class G shares, 10,000,000 (ten million) new Class H shares, 10,000,000 (ten million) new Class I shares, 10,000,000 (ten million) new Class J shares and 10,000,000 (ten million) new Class K shares, with payment of a share premium in an aggregate amount of EUR 388,682.- (three hundred eighty-eight thousand six hundred eighty-two Euro), as fully paid in shares to the above mentioned subscribers.

Seventh resolution

The Shareholders resolved to set the amount of the corporate capital of the Company at EUR 1,050,000.- (one million fifty thousand Euro) represented by 5,000,000 (five million) Class A shares, 10,000,000 (ten million) Class B shares, 10,000,000 (ten million) Class C shares, 10,000,000 (ten million) Class D shares, 10,000,000 (ten million) Class E shares, 10,000,000 (ten million) Class F shares, 10,000,000 (ten million) Class G shares, 10,000,000 (ten million) Class H shares, 10,000,000 (ten million) Class I shares, 10,000,000 (ten million) Class J shares and 10,000,000 (ten million) Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent) as well as the rights and privileges as those set out in the Company's articles of association.

Eighth resolution

The Shareholders resolved to amend articles five (5), seven (7), nine (9), ten (10), twelve (12), fifteen (15) and eighteen (18) of the Company's articles of association.

Article five (5) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at EUR 1,050,000.- (one million fifty thousand Euro), represented by 5,000,000 (five million) Class A shares, 10,000,000 (ten million) Class B shares, 10,000,000 (ten million) Class C shares, 10,000,000 (ten million) Class D shares, 10,000,000 (ten million) Class E shares, 10,000,000 (ten million) Class F shares, 10,000,000 (ten million) Class G shares, 10,000,000 (ten million) Class H shares, 10,000,000 (ten million) Class I shares, 10,000,000 (ten million) Class J shares and 10,000,000 (ten million) Class K shares, each share having a par value of EUR 0.01.- (one Euro Cent).”

Article seven (7) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 7. Profit sharing.** Save as otherwise provided for in (i) these articles of association and (ii) any shareholders' agreement or, as the case may be, any other similar agreement that may be entered into from time to time by the shareholders, each share entitles to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of shares in existence.

Article nine (9) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 9. Transfer of shares.** In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of plurality of shareholders, the transfer of shares inter vivos to third parties must be authorized by the general meeting of the shareholders who represent at least three-quarters of the paid-in capital of the Company. No such authorization is required for a transfer of shares among the shareholders.

The transfer of shares mortis causa to third parties must be accepted by the shareholders who represent three-quarters of the rights belonging to the surviving shareholders.

Any transfer of shares is subject to the provisions of this article 9, to articles 189 and 190 of the Luxembourg act dated 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the Companies Act) as well as to any restriction provided for in a shareholders' agreement or, as the case may be, any other similar agreement that may be entered into from time to time by the shareholders.”

Article ten (10) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

“ **Art. 10. Redemption of shares.** The Company shall have power to acquire shares in its own capital provided that the Company has sufficient distributable reserves or funds to that effect.

The acquisition and disposal by the Company of shares held by it in its own share capital shall be approved by the sole shareholder or the general meeting of the shareholders in accordance with the requirements of (i) article 15 of these articles of association and (ii) any shareholders' agreement or, as the case may be, any other similar agreement that may be entered into from time to time by the shareholders.

A reduction of share capital through the repurchase of a class of Preference Shares may only be made within the respective Class Periods.

The period for the Class B Shares is the period starting on 18 June 2015 and ending no later than on 31 December 2015 (the “Class B Period”).

The period for the Class C Shares is the period starting on the day after the Class B Period and ending on no later than 31 December 2016 (the “Class C Period”).

The period for the Class D Shares is the period starting on the day after the Class C Period and ending no later than on 31 December 2017 (the “Class D Period”).

The period for the Class E Shares is the period starting on the day after the Class D Period and ending no later than on 31 December 2018 (the “Class E Period”).

The period for the Class F Shares is the period starting on the day after the Class E Period and ending on no later than 31 December 2019 (the “Class F Period”).

The period for the Class G Shares is the period starting on the day after the Class F Period and ending on no later than 31 December 2020 (the “Class G Period”).

The period for the Class H Shares is the period starting on the day after the Class G Period and ending on no later than 31 December 2021 (the “Class H Period”).

The period for the Class I Shares is the period starting on the day after the Class H Period and ending no later than on 31 December 2022 (the “Class I Period”).

The period for the Class J Shares is the period starting on the day after the Class I Period and ending no later than on 31 December 2023 (the “Class J Period”).

The period for the Class K Shares is the period starting on the day after the Class J Period and ending no later than on 31 December 2024 (the “Class K Period”).

Where a Class of Preference Shares has not been repurchased and cancelled within the relevant Class Period, the redemption and cancellation of such Class(es) of Preference Shares can be made during a new period (the “New Period”) which shall start on the date after the last Class Period (or as the case may be, the date after the end of the immediately preceding New Period of another Class) and end no later than one year after the start date of such New Period. The first New Period shall start on the day after the Class K Period and the Class of Preference Shares not repurchased and not cancelled in their respective Class Period shall come in the order from Class B to Class K (to the extent not previously repurchased and cancelled).

For the avoidance of doubt, in the event that a repurchase and cancellation of a Class of Preference Shares shall take place prior to the last day of its respective Class Period (or as the case may be, New Period), the following Class Period (or as the case may be, New Period) shall start on the day after the repurchase and cancellation of such Class of Preference Shares and shall continue to end on the day such as initially defined above.

Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant Class(es), the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such Class(es). For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

The Cancellation Amount to be retained shall be determined by the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers in its reasonable discretion and within the best corporate interest of the Company. For the avoidance of doubt, the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers can choose at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

For the purposes of these articles of association, the following capitalised terms shall have the following meanings:

- “Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Preference Shares to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive, (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Companies Act or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), (iii) any dividends to which is entitled the holder(s) of the Class A shares pursuant to the articles of association and (iv) any Profit Entitlement so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of the Companies Act or of the articles of association.

OD = any dividends to which is entitled the holder(s) of the Class A shares pursuant to the articles of association.

PE = Profit Entitlement.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts of the respective Class Period and shall be assessed by the sole manager or, in case of plurality of managers, the board of managers of the Company in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

- "Available Liquidities" shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the sole manager or, in the case of plurality of managers, the board of managers will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company.

- "Cancellation Amount" shall mean an amount not exceeding the Available Amount relating to the relevant Class Period (or New Period, as the case may be) provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities relating to the relevant Class Period (or New Period).

- "Class Period" shall mean each of the Class B Period, the Class C Period, the Class D Period, the Class E Period, the Class F Period, the Class G Period, the Class H Period, the Class I Period, the Class J Period and the Class K Period.

- "Interim Accounts" shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

- "Interim Account Date" shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of Preference Shares.

- "Preference Shares" shall mean the Class B shares, the Class C shares, the Class D shares, the Class E shares, the Class F shares, the Class G shares, the Class H shares, the Class I shares, the Class J shares and the Class K shares, and any Class thereof.

- "Profit Entitlement" shall mean the preferred dividends of the Preference Shares in accordance with article 18 of the articles of association."

Paragraph four (4) of article twelve (12) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

" Art. 12. Management. Paragraph four (4). All powers not expressly reserved by law, the present articles of association or any shareholders' agreement or, as the case may be, any other similar agreement that may be entered into from time to time by the shareholders, to the general meeting of the shareholders fall within the power of the manager, or in case of plurality of managers, of the board of managers."

Article fifteen (15) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

" Art. 15. Shareholders' voting rights, quorum and majority. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general meeting of the shareholders.

In case of a plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares, which he owns. Each shareholder has voting rights commensurate with his shareholding.

The majority requirements for decisions taken by the shareholders are determined by the Companies Act and by any shareholders' agreement or, as the case may be, any other similar agreement that may be entered into from time to time by the shareholders."

Article eighteen (18) of the Company's articles of association shall forthwith read as follows:

" Appropriation of profits, reserves. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profits of the Company is allocated to a statutory reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's nominal share capital. The general meeting shall determine how the remainder of the annual net profits will be disposed of. The manager, or in case of plurality of managers, the board of managers may decide to pay interim dividends.

In the event of a dividend declaration, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

the holder(s) of the Class A shares shall be entitled to a dividend equal to 0.01% of the nominal value of the Class A shares; the holder(s) of the Class B shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20% of the nominal value of the Class B shares; the holder(s) of the Class C shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25% of the nominal value of the Class C shares; the holder(s) of the Class D shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30% of the nominal value of the Class D shares; the holder(s) of the Class E shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35% of the nominal value of the Class E shares; the holder(s) of the Class F shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40% of the nominal value of the Class F shares; the holder(s) of the Class G shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45% of the nominal value of the Class G shares; the holder(s) of the Class H shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50% of the nominal value of the Class H shares; the holder(s) of the Class I shares shall be entitled to a dividend equal to 0.55% of the nominal value of the Class I shares; the holder(s) of the Class J shares shall be entitled to a dividend equal to 0.60% of the nominal value of the Class J shares; the holder(s) of the Class K shares shall be entitled to a dividend equal to 0.65% of the nominal value of the Class K shares; the balance shall be allocated to the holder(s) of the Preference Shares pursuant to a decision taken by the general meeting of shareholders."

Expenses

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately EUR 2,500.- (two thousand five hundred Euro).

WHEREOF, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning.

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a German version; at the request of the same appearing party and in case of divergences between the English and German texts, the English version shall prevail.

The document having been read to the person appearing, who is known to the notary by its surname, first name, civil status and residence, the said person signed together with the notary this original deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorstehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am achtzehnten Juni,

vor Maître Edouard Delosch, Notar mit Amtssitz in Diekirch, Großherzogtum Luxemburg,

SIND ERSCHIENEN,

(i) CORESTATE CAPITAL AG, eine Gesellschaft Schweizer Rechts, mit Gesellschaftssitz in der Baarerstrasse 135, CH-6300 Zug (Schweiz), eingetragen im Handelsregister des Kantons Zug unter der Nummer CHE-113.002.233, („Corestate“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(ii) SO Holding AG, eine Gesellschaft Schweizer Rechts, mit Gesellschaftssitz in der Poststrasse 4, CH-8808 Pfäffikon, Schweiz, eingetragen im Handelsregister des Kantons Schwyz unter der Nummer CHE-111.705.335 („SO Holding AG“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(iii) NTM Capital GmbH, eine Gesellschaft Schweizer Rechts, mit Gesellschaftssitz in der Sumpfstrasse 15, CH-6300 Zug, Schweiz, eingetragen im Handelsregister des Kantons Zug unter der Nummer CHE-253.815.467 („NTM Capital GmbH“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(iv) Cupstone Ltd., eine Gesellschaft nach dem Recht der Britischen Jungferninseln, mit Gesellschaftssitz in Nerine Chambers, P.O. Box 905, Road Town, Tortola, Britische Jungferninseln, mit Gesellschaftsnummer 1048031 („Cupstone Ltd.“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(v) Maitos Marine Holdings, eine Gesellschaft Luxemburger Rechts, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von zwölftausendfünfhundert Euro (EUR 12,500.-), mit Gesellschaftssitz in 50, rue Basse, L-7307 Steinsel, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 169764, („Maitos Marine Holdings“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(vi) Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, eine Gesellschaft Deutschen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Paul-Dessau-Straße 5, D-22761 Hamburg, Deutschland, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg unter der Nummer HRB 124650, („Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015;

(vii) CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG, mit Geschäftsanschrift in c/o HauckSchuchardt, Niedenau 61-63, 60235 Frankfurt am Main (Deutschland), eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Frankfurt am Main unter der Nummer HRA 46691, („CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG“, zusammen mit Corestate, SO Holding AG, NTM Capital GmbH, Cupstone Ltd., Maitos Marine Holdings, Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, die „Gesellschafter“),

hier vertreten durch Maître Marc Frantz, Rechtsanwalt, mit Berufsanschrift in Luxemburg, aufgrund einer Vollmacht, ausgestellt am 17. Juni 2015.

Vorbezeichnete Vollmachten werden nach Unterzeichnung durch die erschienene Person und den Notar dieser Urkunde als Anlage beigelegt bleiben.

Die Gesellschafter haben den amtierenden Notar gebeten, zu beurkunden, dass die Gesellschafter die alleinigen Gesellschafter der Corestate VIE Developments S.à r.l. sind, einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) unterliegend dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit einem Gesellschaftskapital in Höhe von fünfzigtausend Euro (EUR 50.000.-), mit Gesellschaftssitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, gegründet gemäß Urkunde erstellt durch den amtierenden Notar vom 25. Juli 2014, veröffentlicht im

Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 2651 vom 30. September 2014 und eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 188984 (die „Gesellschaft“). Die Satzung der Gesellschaft wurde zuletzt abgeändert gemäß Urkunde erstellt durch den amtierenden Notar vom 2. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations Nummer 3959 vom 22. Dezember 2014.

Die Gesellschafter, wie vorstehend vertreten, erkennen ausdrücklich an, von den aufgrund der folgenden Tagesordnung zu fassenden Beschlüssen umfassende Kenntnis gehabt zu haben:

Tagesordnung

1. Festlegung des neuen Nennwerts pro Anteil auf EUR 0,01 (ein Eurocent) und Festlegung der Anzahl der Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent) als Gegenwert und Ersatz für die 50.000 (fünfzigtausend) bestehenden Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro).

2. Änderung von Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft, so dass das Gesellschaftskapital EUR 50.000,- (fünfzigtausend Euro) beträgt, eingeteilt in 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent).

3. Schaffung von 11 (elf) Klassen von Anteilen (Klasse A bis Klasse K) und Zuordnung der 5.000.000 (fünf Millionen) bestehenden Anteile zur Klasse A.

4. Erhöhung des Gesellschaftskapitals der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 1.000.000,- (eine Million Euro), um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von EUR 50.000 (fünfzigtausend Euro) auf EUR 1.050.000,- (eine Million fünfzigtausend Euro) zu bringen.

5. Schaffung von 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteilen der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), die die gleichen Rechte und Privilegien haben, wie in der Satzung der Gesellschaft beschrieben.

6. Annahme der Zeichnung der neu geschaffenen 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse K, zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 388.682,- und vollständige Einzahlung durch eine Bareinlage.

7. Festsetzen des Kapitals der Gesellschaft auf EUR 1.050.000,-(eine Million fünfzigtausend Euro), eingeteilt in 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile der Klasse A, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent).

8. Abänderung der Artikel fünf (5), sieben (7), neun (9), zehn (10), zwölf (12), fünfzehn (15) und achtzehn (18) der Satzung der Gesellschaft.

9. Verschiedenes.

Die Gesellschafter haben den amtierenden Notar gebeten folgende Beschlussfassungen aufzunehmen:

Erster Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, den neuen Nennwert pro Anteil auf EUR 0,01 (ein Eurocent) festzulegen.

Die Gesellschafter haben beschlossen, dass die Anzahl der Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent) als Gegenwert und Ersatz für die 50.000 (fünfzigtausend) bestehenden Anteile mit einem Nennwert von je EUR 1,- (ein Euro) auf EUR 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent) festgelegt wird.

Zweiter Beschluss

Im Nachgang zu vorgehendem Beschluss haben die Gesellschafter beschlossen, Artikel 5 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, um zu dokumentieren, dass das Gesellschaftskapital EUR 50.000,-(fünfzigtausend Euro) beträgt, eingeteilt in 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent).

Dritter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, 11 (elf) Anteilklassen (Klasse A bis Klasse K) zu schaffen und die 5.000.000 (fünf Millionen) bestehenden Anteile der Klasse A zuzuordnen.

Vierter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, das Kapital der Gesellschaft um einen Betrag in Höhe von EUR 1.000.000,- (eine Million Euro) zu erhöhen, um dieses von seinem derzeitigen Betrag in Höhe von EUR 50.000 (fünfzigtausend Euro) auf EUR 1.050.000,- (eine Million fünfzigtausend Euro) zu bringen.

Fünfter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent) und mit den gleichen Rechten und Privilegien, wie in der Satzung der Gesellschaft beschrieben, zu schaffen.

Zeichnungen - Einzahlungen

Daraufhin sind erschienen:

(i) Corestate, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausend-zweihundert-vierundachtzig) neue Anteile der Klasse B, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse C, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse D, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse E, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse F, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse G, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse H, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse I, 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse J und 1.230.284 (eine Million zweihundertdreißigtausendzweihundertvierundachtzig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 265.303,60 (zweihundertfünfundsechzigtausenddreihundertdrei Euro und sechzig Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 388.059,- (dreihundertachtund-achtzigtausendneunundfünfzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 1“);

(ii) SO Holding AG, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausend-zweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse B, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse C, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse D, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse E, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausend-zweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse F, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse G, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse H, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse I, 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausendzweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse J und 5.678.233 (fünf Millionen sechshundertachtundsiebzigtausend-zweihundertdreiunddreißig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 80.061,70 (achtzigtausendeinundsechzig Euro und sieben Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 647.885,- (sechshundertsieben-undvierzigtausendachthundertfünfundachtzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 2“);

(iii) NTM Capital GmbH, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundert-neunundzwanzig) neue Anteile der Klasse B, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse C, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse D, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundert-neunundzwanzig) neue Anteile der Klasse E, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse F, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse G, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse H, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse I, 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse J und 157.729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundert-neunundzwanzig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 2.224,10 (zweitausendzweihundertvierundzwanzig Euro und zehn Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 17.997,- (siebzehntausendneunhundert-siebenundneunzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 3“);

(iv) Cupstone Ltd., vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse B, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse C, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse D, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse E, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse F, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse G, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse H, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse I, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse J und 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 17.997,- (siebzehntausendneunhundert-siebenundneunzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 4“);

Klasse F, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausendachthundertdreißig) neue Anteile der Klasse G, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse H, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausendachthundertdreißig) neue Anteile der Klasse I, 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausend-achthundertdreißig) neue Anteile der Klasse J und 1.261.830 (eine Million zweihunderteinundsechzigtausendachthundertdreißig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 17.791,- (siebzehntausendsiebenhunderteinundneunzig Euro), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 143.974,- (einhundertdreiundvierzigtausendneuhundertvierundsiebzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 4“);

(v) Maitos Marine Holdings, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausend-einhundertvier) neue Anteile der Klasse B, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse C, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausend-einhundertvier) neue Anteile der Klasse D, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse E, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausend-einhundertvier) neue Anteile der Klasse F, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse G, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausend-einhundertvier) neue Anteile der Klasse H, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse I, 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse J und 1.451.104 (eine Million vierhunderteinundfünfzigtausendeinhundertvier) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 20.460,60 (zwanzigtausendvier-hundertsechzig Euro und sechzig Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 165.571,- (einhundertfünfundsechzigtausendfünfhunderteinundsiebzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 5“);

(vi) Ha-eS X Familienbeteiligungs GmbH, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausend-siebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse B, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse C, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse D, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse E, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausend-siebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse F, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse G, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausend-siebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse H, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse I, 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausend-siebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse J und 157,729 (einhundertsiebenundfünfzigtausendsiebenhundertneunundzwanzig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 2.224,10 (zweitausendzweihundertvierundzwanzig Euro und zehn Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 17.997,- (siebzehntausendneuhundertsiebenundneunzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 6“);

vii) CORESTATE MCIF GMBH & CO. KG, vorbezeichnet, vertreten wie oben erwähnt, gab an, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse B, 63.091 (dreiundsechzigtausend-einundneunzig) neue Anteile der Klasse C, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse D, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse E, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse F, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse G, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse H, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse I, 63.091 (dreiundsechzigtausendeinundneunzig) neue Anteile der Klasse J und 63.091 (dreiundsechzigtausend-einundneunzig) neue Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 889,90 (achthundertneunundachtzig Euro und neunzig Eurocent), zu zeichnen und diese neuen Anteile und Agio mittels Bareinlage in Höhe von EUR 7.199,- (siebentausendeinhundertneunundneunzig Euro) voll einzuzahlen (die „Bareinlage 7“, zusammen mit der Bareinlage 1, Bareinlage 2, Bareinlage 3, Bareinlage 4, Bareinlage 5 und Bareinlage 6, die „Bareinlagen“).

Der Gesamtbetrag in Höhe von EUR 1.388.682,- (eine Million dreihundertachtundachtzigtausendsechshundertzweiundachtzig Euro), welcher den Bareinlagen entspricht, stand fortan der Gesellschaft zur Verfügung, ein Beweis hierfür wurde dem amtierenden Notar vorgelegt.

Sechster Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, vorbezeichnete Zeichnungen und Einzahlungen anzunehmen und die 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) neuen Anteile der Klasse K, zusammen mit einem Agio in Höhe von EUR 388.682,- (dreihundertachtundachtzigtausend-sechshundertzweiundachtzig Euro), als voll einbezahlte Anteile den oben genannten Zeichnern zuzuweisen.

Siebter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, das Kapital der Gesellschaft auf EUR 1.050.000,- (eine Million fünfzigtausend Euro), eingeteilt in 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile der Klasse A, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent), die die in der Satzung der Gesellschaft beschriebenen Rechte und Privilegien haben, festzusetzen.

Achter Beschluss

Die Gesellschafter haben beschlossen, die Artikel fünf (5), sieben (7), neun (9), zehn (10), zwölf (12), fünfzehn (15) und achtzehn (18) der Satzung der Gesellschaft abzuändern.

Artikel fünf (5) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 5. Kapital der Gesellschaft.** Das Gesellschaftskapital beträgt EUR 1.050.000,- (eine Million fünfzigtausend Euro), eingeteilt in 5.000.000 (fünf Millionen) Anteile der Klasse A, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse B, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse C, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse D, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse E, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse F, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse G, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse H, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse I, 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse J und 10.000.000 (zehn Millionen) Anteile der Klasse K, mit einem Nennwert von je EUR 0,01 (ein Eurocent).“

Artikel sieben (7) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 7. Gewinnbeteiligung.** Sofern (i) die Satzung oder (ii) eine Gesellschaftervereinbarung oder ein ähnlicher zwischen den Gesellschaftern ggfs. abgeschlossener Vertrag keine abweichende Regelungen enthält, entspricht jedem Anteil ein im Verhältnis zu der Gesamtzahl der Anteile stehendes Anrecht auf die Aktiva und die Gewinne der Gesellschaft.“

Artikel neun (9) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 9. Übertragung von Gesellschaftsanteilen.** Anteile eines Alleingesellschafters sind frei übertragbar.

Bei mehreren Gesellschaftern kann die Übertragung von Anteilen auf Dritte im Wege eines Rechtsgeschäfts unter Lebenden nur mit Genehmigung durch die Gesellschafterversammlung erfolgen, wobei für eine solche Genehmigung eine Mehrheit nach Stimmen erreicht werden muss, die mindestens drei Viertel des Gesellschaftskapitals vertreten. Für die Übertragung von Anteilen unter Gesellschaftern der Gesellschaft bedarf es einer solchen Genehmigung nicht.

Die Übertragung der Anteile an Dritte im Falle des Todes eines Gesellschafters bedarf der Zustimmung von mindestens drei Vierteln der überlebenden Gesellschafter.

In jedem Fall müssen die Bestimmungen des vorliegenden Artikel 9, der Artikel 189 und 190 des abgeänderten Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften (das „Gesetz von 1915“), sowie die in einer Gesellschaftervereinbarung oder in einem ähnlichen zwischen den Gesellschaftern ggfs. abgeschlossenen Vertrag vorgesehenen Einschränkungen eingehalten werden.“

Artikel zehn (10) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 10. Rückkauf von Anteilen.** Die Gesellschaft ist ermächtigt, Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital zu kaufen, soweit sie über genügend verfügbare Reserven verfügt.

Die Gesellschaft kann Anteile an ihrem eigenen Gesellschaftskapital nur auf Grund eines entsprechenden Beschlusses durch die Gesellschafterversammlung bzw. durch einen entsprechenden Alleingesellschafterbeschluss zu den in dem zum Eigenanteilerwerb ermächtigenden Beschluss festgelegten Bedingungen erwerben oder veräußern. Derartige Beschlüsse unterliegen hinsichtlich der Beschlussfähigkeit und der erforderlichen Mehrheit (i) den in Artikel 15 der Satzung niedergelegten Voraussetzungen einer Satzungsänderung sowie (ii) den in einer Gesellschaftervereinbarung oder in einem ähnlichen zwischen den Gesellschaftern ggfs. abgeschlossenen Vertrag enthaltenen Bestimmungen.

Eine Kapitalreduzierung durch Rückkauf einer Klasse von Vorzugsanteilen kann ausschließlich innerhalb der betreffenden Klassenperiode erfolgen.

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse B beginnt am 18. Juni 2015 und endet spätestens am 31. Dezember 2015 (die „B-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse C beginnt am Tag nach der B-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2016 (die „C-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse D beginnt am Tag nach der C-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2017 (die „D-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse E beginnt am Tag nach der D-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2018 (die „E-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse F beginnt am Tag nach der E-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2019 (die „F-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse G beginnt am Tag nach der F-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2020 (die „G-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse H beginnt am Tag nach der G-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2021 (die „H-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse I beginnt am Tag nach der H-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2022 (die „I-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse J beginnt am Tag nach der I-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2023 (die „J-Klassenperiode“).

Der Zeitraum für die Anteile der Klasse K beginnt am Tag nach der J-Klassenperiode und endet spätestens am 31. Dezember 2024 (die „K-Klassenperiode“).

Sofern eine Klasse von Vorzugsanteilen nicht während der betreffenden Klassenperiode zurückgekauft und annulliert wurde, kann der Rückkauf und die Annullierung der besagten Klasse(n) von Vorzugsanteilen während einer neuen Periode (die „Neue Periode“) erfolgen, wobei die Neue Periode am Tag nach der letzten Klassenperiode (oder ggf. am Tag nach Ablauf der unmittelbar vorangehenden Neuen Periode einer anderen Klasse) beginnt, und spätestens ein Jahr nach Beginn der Neuen Periode endet. Die erste Neue Periode beginnt am Tag nach der K-Klassenperiode, und die Klasse der Vorzugsanteile, welche nicht innerhalb der anwendbaren Klassenperiode zurückgekauft und annulliert wurden, werden in der Reihenfolge beginnend mit der Klasse B bis zur Klasse K ermittelt (sofern diese nicht bereits vorher zurückgekauft und annulliert wurden).

Zur Klarstellung: sofern der Rückkauf und die Annullierung einer Klasse von Vorzugsanteilen vor dem letzten Tag der anwendbaren Klassenperiode (oder der Neuen Periode) erfolgt, so wird die darauf folgende Klassenperiode (oder die entsprechende Neue Periode) am Tag nach Rückkauf und Annullierung besagter Klasse von Vorzugsanteilen beginnen und an dem jeweils vorstehend definierten letzten Tag der darauf folgenden Klassenperiode enden.

Nach Rückkauf und Annullierung der gesamten Klasse(n) von Anteilen wird der seitens der Gesellschaft an die Gesellschafter zu zahlende Annullierungsbetrag pro rata zu den von ihnen in der jeweiligen Klasse gehaltenen Anteile fällig und zahlbar. Die Gesellschaft kann ihre Zahlungsverpflichtungen sowohl in bar, in Natur oder mittels Aufrechnung begleichen.

Der Annullierungsbetrag wird durch den alleinigen Geschäftsführer oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, den Geschäftsführerrat nach dessen vernünftigen Ermessen und im Interesse der Gesellschaft handelnd, festgelegt. Zur Klarstellung: der alleinige Geschäftsführer, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, der Geschäftsführerrat kann nach eigenem Ermessen festlegen, ob bei der Berechnung des Annullierungsbetrags die frei verfügbaren Reserven ganz oder teilweise berücksichtigt werden.

In dieser Satzung haben die folgenden definierten Begriffe nachfolgende Bedeutung:

- „Verfügbarer Betrag“ bedeutet den Gesamtbetrag des Nettogewinns der Gesellschaft (inklusive auf neue Rechnung vorgetragene Gewinne) erhöht um (i) die frei verfügbaren Reserven und (ii) ggf. den Betrag der Kapitalreduzierung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage im Zusammenhang mit der zu annullierenden Klasse von Vorzugsanteilen, abzüglich (i) etwaiger Verluste (inklusive der auf neue Rechnung vorgetragenen Verluste) als positive Zahl ausgedrückt, (ii) jegliche Beträge die auf Grund des Gesetzes von 1915 oder der Satzung in die Reserve(n) einzustellen sind, jeweils wie aus den relevanten Zwischenabschlüssen ersichtlich (ohne doppelte Berücksichtigung), (iii) jegliche Dividenden, auf die die Eigentümer von Anteilen der Klasse A gemäß der Satzung Anspruch haben und (iv) jegliche Gewinnbeteiligung, so dass:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR + OD + PE)$$

Wobei:

AA = Verfügbarer Betrag.

NP = Nettogewinn (inklusive auf neue Rechnung vorgetragene Gewinne).

P = jegliche frei verfügbare Reserven.

CR = der Betrag der Kapitalreduzierung und der Reduzierung der gesetzlichen Rücklage in Bezug auf die zu annullierende Klasse von Vorzugsanteilen.

L = Verluste (inklusive auf neue Rechnung vorgetragene Verluste), als ein positiver Betrag ausgedrückt.

LR = jegliche Beträge, die im Einklang mit dem Gesetz von 1915 oder der Satzung in die Reserve(n) einzustellen sind.

OD = jegliche Dividenden, auf die die Eigentümer von Anteilen der Klasse A gemäß der Satzung Anspruch haben.

PE = Gewinnbeteiligung.

Der Verfügbare Betrag muss sich aus einem für die betroffene Klassenperiode erstellten Zwischenabschluss ergeben und seitens des alleinigen Geschäftsführers oder, im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Geschäftsführerrats der Gesellschaft gutgläubig und im Hinblick auf die Fortführung der Gesellschaft festgelegt werden.

- „Verfügbare Liquiditäten“ bedeutet (i) sämtliche Barmittel der Gesellschaft (ausgenommen der Barmittel in Form von Depoteinlagen mit einer verbleibenden Laufzeit von mehr als sechs Monaten), (ii) sämtliche unmittelbar handelbare Geld-

marktinstrumente, Anleihen und Obligationen und sämtliche Forderungen die nach Einschätzung des alleinigen Geschäftsführers, oder im Falle mehrerer Geschäftsführer, des Geschäftsführerrats der Gesellschaft kurzfristig an die Gesellschaft beglichen werden abzüglich sämtlicher Schulden oder anderer Verbindlichkeiten der Gesellschaft, welche in weniger als sechs Monaten seitens der Gesellschaft zu zahlen sind, jeweils basierend auf den für die betroffene Periodenklasse (oder Neue Periode) erstellten Zwischenabschluss und (iii) sämtliche Guthaben wie Anteile, Aktien oder jede andere Form von Wertpapieren.

- „Annullierungsbetrag“ bedeutet ein Betrag, der den Verfügbaren Betrag für die relevante Klassenperiode (oder Neue Periode) nicht übersteigt, wobei der Annullierungsbetrag nicht höher sein kann als die Verfügbare Liquiditäten in Bezug auf die relevante Klassenperiode (oder Neue Periode).

- „Klassenperiode“ bedeutet jede der B-Klassenperiode, der C-Klassenperiode, der D-Klassenperiode, der E-Klassenperiode, der F-Klassenperiode, der G-Klassenperiode, der H-Klassenperiode, der I-Klassenperiode, der J-Klassenperiode und der K-Klassenperiode.

- „Zwischenabschluss“ bedeutet den Zwischenabschluss für die Gesellschaft zum jeweiligen Zwischenabschlusstag.

- „Zwischenabschlusstag“ bedeutet den Tag, der frühestens dreißig Tage vor, und nicht später als zehn Tage vor dem Tag des Rückkaufs und der Annullierung der relevanten Klasse der Vorzugsanteile liegt.

- „Vorzugsanteile“ bedeutet die Anteile der Klasse B, die Anteile der Klasse C, die Anteile der Klasse D, die Anteile der Klasse E, die Anteile der Klasse F, die Anteile der Klasse G, die Anteile der Klasse H, die Anteile der Klasse I, die Anteile der Klasse J und die Anteile der Klasse K.

- „Gewinnbezugsrechte“ bedeutet die gemäß Artikel 18 der Satzung vorgesehene Vorzugsdividenden für die Vorzugsanteile.“

Absatz vier (4) von Artikel zwölf (12) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 12. Geschäftsführung. (Absatz vier (4)).** Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern, der Geschäftsführerrrat, ist zuständig in allen Angelegenheiten, die nicht ausdrücklich durch Gesetz, durch diese Satzung oder durch eine Gesellschaftervereinbarung oder in einem ähnlichen zwischen den Gesellschaftern ggfs. abgeschlossenen Vertrag enthaltenen Bestimmungen der Gesellschafterversammlung zugewiesen sind“.

Artikel fünfzehn (15) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 15. Stimmrecht der Gesellschafter, Beschlussfähigkeit und Mehrheit.** Ein Alleingesellschafter vereinigt alle Befugnisse der Gesellschafterversammlung auf sich.

Im Falle einer Mehrheit von Gesellschaftern hat jeder Gesellschafter das Recht, an gemeinsamen Entscheidungen teilzunehmen, unabhängig von seiner Kapitalbeteiligung. Jeder Gesellschafter hat so viele Stimmen, wie Anteile auf ihn entfallen.

Die Mehrheitsvoraussetzungen für Beschlussfassungen der Gesellschafter werden durch das Gesetz von 1915 sowie den in einer Gesellschaftervereinbarung oder in einem ähnlichen zwischen den Gesellschaftern ggfs. abgeschlossenen Vertrag enthaltenen Bestimmungen, festgesetzt.“

Artikel achtzehn (18) der Gesellschaftssatzung wird nunmehr wie folgt lauten:

„**Art. 18. Gewinnverteilung - Rücklagen.** Der Nettogewinn der Gesellschaft errechnet sich aus dem Bruttogewinn nach Abzug aller Kosten und Abschreibungen. Aus dem Nettogewinn der Gesellschaft sind fünf Prozent (5%) in die Bildung einer gesetzlichen Rücklage einzubringen, bis diese Rücklage betragsmäßig zehn Prozent (10%) des gezeichneten Gesellschaftskapitals erreicht. Die Gesellschafterversammlung entscheidet wie der restliche Jahresreingewinn verwendet wird. Der Geschäftsführer oder, bei einer Mehrheit von Geschäftsführern die Geschäftsführer, kann bzw. können beschließen, Zwischendividenden auszuzahlen.

Im Falle einer Dividendenausschüttung sind die Dividenden wie folgt zuzuordnen und zu zahlen: dem/den Eigentümer (n) der Anteile der Klasse A steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,01 % des Nennwerts der Anteile der Klasse A entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse B steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,20 % des Nennwerts der Anteile der Klasse B entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse C steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,25 % des Nennwerts der Anteile der Klasse C entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse D steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,30 % des Nennwerts der Anteile der Klasse D entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse E steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,35 % des Nennwerts der Anteile der Klasse E entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse F steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,40 % des Nennwerts der Anteile der Klasse F entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse G steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,45 % des Nennwerts der Anteile der Klasse G entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse H steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,50 % des Nennwerts der Anteile der Klasse H entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse I steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,55 % des Nennwerts der Anteile der Klasse I entspricht; dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse J steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,60 % des Nennwerts der Anteile der Klasse J entspricht und dem/den Eigentümer(n) der Anteile der Klasse K steht eine Dividende in der Höhe zu, die 0,65 % des Nennwerts der Anteile der Klasse K entspricht; darüberhinausgehende Beträge sind den Eigentümern der Vorzugsanteile gemäß Beschluss der Generalversammlung zuzuweisen.“

Kosten

Die Kosten und Auslagen, die der Gesellschaft in Zusammenhang mit vorliegender Urkunde entstehen oder die sie zu tragen hat, belaufen sich auf ungefähr EUR 2.500.- (zweitausendfünfhundert Euro).

WORÜBER, Urkunde erstellt in Luxemburg am Datum, wie eingangs erwähnt.

Der unterzeichnete Notar, der der englischen Sprache mächtig ist, erklärt hiermit, dass auf Ersuchen der erschienenen Partei diese Urkunde in englischer Sprache verfasst und mit einer deutschen Übersetzung versehen ist und dass im Falle einer Abweichung des englischen vom deutschen Text der englische Text maßgebend ist.

Nachdem die Urkunde der erschienenen Person, welche dem Notar mit Nachname, Vorname, Personenstand und Adresse bekannt ist, vorgelesen wurde, hat die erschienene Person zusammen mit dem Notar die vorliegende Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Maître M. FRANTZ, DELOSCH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 19 juin 2015. Relation: DAC/2015/10435. Reçu soixante-quinze (75.-) euros.

Le Receveur ff. (signé): RODENBOUR.

Für gleichlautende Ausfertigung, ausgestellt zwecks Veröffentlichung im Memorial C.

Diekirch, den 29. Juni 2015.

Référence de publication: 2015102837/782.

(150112576) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Earth Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4621 Differdange, 8, place du Marché.

R.C.S. Luxembourg B 197.980.

STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-huit juin.

Par-devant Maître Robert Schuman, notaire de résidence à Differdange, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

1. - Monsieur Giuliano MARTINUZZI, commerçant, né le 11 novembre 1972 à Luxembourg (L) (Matricule 1972 1111 13270), demeurant à L-4564 Differdange, 6, Terrasses de la Ville;

2. - Monsieur Remo BEI, gérant de sociétés, né le 26 mars 1972 à Differdange (L) (Matricule 1972 0326 11972), demeurant à L-4408 Belvaux, 155, rue Waassertrap;

Lesquelles comparantes ont requis le notaire instrumentant de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont elles ont arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: "EARTH Sàrl".

Art. 2. Le siège de la société est établi dans la commune de Differdange.

Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'assemblée générale des associés. La société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 3. La société a pour objet la création et la commercialisation de tous textiles, vêtements, accessoires, gadgets, décoration, maroquinerie, chaussures, lingerie, parfumerie et cosmétique, sans que cette liste ne soit limitative, ainsi que toute transaction commerciale y ayant trait.

Elle peut faire toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, se rattachant directement ou indirectement à son objet social ou qui sont de nature à en faciliter l'extension ou le développement.

Elle peut réaliser toutes opérations d'import ou d'export liées à son objet social.

Art. 4. La durée de la société est illimitée.

Art. 5. Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS Euros (12.500,- EUR), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ Euros (125,- EUR) chacune, entièrement libérées.

Art. 6. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans la distribution des bénéfices.

Art. 7. Au cas où la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

En cas de pluralité d'associés, les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Les parts ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné en assemblée générale des associés représentant au moins les trois quarts du capital social.

En cas de cession de parts le ou les associé(s) bénéficié(nt) d'un droit de préemption qui devra être exercé dans le mois de la notification des conditions de la cession. En cas de non réponse dans le délai imparti le ou les associé(s) n'ayant pris position seront censés avoir renoncé au droit de préemption en leur faveur.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la société.

Art. 9. Les créanciers, ayants droit ou héritiers ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront s'en rapporter aux inventaires de la société et aux décisions des assemblées générales.

Art. 10. La société est administrée par un ou plusieurs gérant(s), associés ou non, nommés et révocables à tout moment par décision de l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations, ainsi que la durée de leur mandat.

Le ou les gérants peuvent nommer des fondés de pouvoirs pouvant agir au nom et pour le compte de la société, dans la limite des pouvoirs conférés dans l'acte de nomination.

A défaut de disposition contraire, le ou les gérants ont vis-à-vis des tiers les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société dans toutes les circonstances et pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet social.

Art. 11. Le ou les gérants ne contractent, à raison de leurs fonctions, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 12. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts lui appartenant. Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente. Chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 13. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des voix des associés représentant les trois quarts du capital social, sauf dans les cas où la loi exige l'unanimité des voix des associés.

Art. 14. Lorsque la société ne comporte qu'un seul associé, l'associé unique exerce les pouvoirs attribués à l'assemblée des associés.

Les décisions de l'associé unique prises dans le domaine visé à l'alinéa premier sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la société représentée par lui sont inscrits sur un procès verbal ou établis par écrit. Cette disposition n'est applicable qu'aux opérations courantes conclues dans les conditions normales.

Art. 15. L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente et un décembre, les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

L'associé ou les associés peut/peuvent prendre au siège social de la société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 16. Les produits de la société, déduction faite des frais généraux et des charges sociales, de tous amortissements de l'actif et de toutes provisions pour risques commerciaux et industriels constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5,00 %) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social.

Le surplus du bénéfice est réparti entre les associés.

Toutefois, les associés pourront décider à la majorité fixée par les lois afférentes que le bénéfice, déduction faite de la réserve, pourra être reporté à nouveau ou versé à un fonds de réserve extraordinaire.

Art. 17. En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés et révocables par l'assemblée générale des associés à la majorité fixée par l'article 142 de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée.

Art. 18. Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la ou les parties s'en réfèrent aux dispositions légales.

Disposition transitoire

Par dérogation, le premier exercice social commence le jour de la constitution pour finir le 31 décembre 2015.

Souscription et libération du capital social

Les cent (100) parts sociales sont souscrites en numéraire comme suit:

1.- Monsieur Giuliano MARTINUZZI, préqualifié, cinquante parts sociales:	50
2.- Monsieur Remo BEI, préqualifié, cinquante parts sociales:	50
TOTAL: cent parts sociales:	100

de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros (12.500,-EUR) se trouve dès à présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire moyennant certificat bancaire.

Estimation des frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de neuf cents Euros (1.100,- EUR).

Assemblée générale extraordinaire

Ensuite les associés se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris les résolutions suivantes:

1. Est nommé gérant technique de la société, pour une durée indéterminée, Monsieur Giuliano MARTINUZZI, commerçant, demeurant à L-4564 Differdange, 6, terrasses de la Ville;
2. Est nommé gérant administratif de la société, pour une durée indéterminée, Monsieur Remo BEI, gérant de sociétés, demeurant à L-4408 Belvaux, 155, rue Waassertrap,
3. La société est valablement engagée par la signature conjointe des gérants administratif et technique.
4. Le siège de la société est établi à l'adresse suivante:
L-4621 Differdange, 8, Place du Marché.

Le notaire instrumentant a rendu les comparantes attentifs au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

DONT ACTE

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire instrumentant par noms, prénoms usuels, états et demeures, ils ont signé le présent acte avec Nous Notaire.

Fait et passé à Differdange, date qu'en tête des présentes.

Signé: Martinuzzi, Bei, Schuman.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 25 juin 2015. Relation: EAC / 2015 / 14361. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la société sur demande pour servir à des fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de et à Luxembourg.

Differdange, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015102935/118.

(150113057) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Arrows Investments S.à r.l. SICAR, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une Société d'Investissement en Capital à Risque.

Capital social: EUR 3.450.000,00.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 113.504.

In the year two thousand and fourteen, on the twenty-third day of December.

Before Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

- 1.- Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg
- 2.- Solange Wolter-Schieres, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg.

Who acted as chairman, secretary and scrutineer as well as proxyholder of the shareholders at the extraordinary general meeting of ARROWS INVESTMENTS S.A R.L., SICAR, an investment company with fixed share capital (société d'investissement à capital fixe) established as a private limited liability company (société à responsabilité limitée) qualifying as an investment company in risk capital (société d'investissement en capital à risque), having its registered office at 412F, route d'Esch L-2086 Luxembourg, held before the undersigned notary on 7 October 2014, registered in Luxembourg, Actes Civils, on 15 October 2014 Relation:LAC/2014/48142, not yet deposit with the Trade and Company Register in Luxembourg, and not yet published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, by virtue of fifteen proxies attached to the aforementioned deed of 7 October 2014.

In the extraordinary general meeting of 7 October 2014 the shareholders took the resolutions on the following points of the agenda:

Agenda

1. Distribution of proceeds to the class A and B shareholders;

2. Decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of EUR 1,312,275 (one million three hundred twelve thousand two hundred seventy-five euros), in order to bring the said share capital from its current amount of EUR 3,450,000 (three million four hundred fifty thousand euro) represented by 138,000 (one hundred thirty eight thousand) shares having a par value of EUR 25 (twenty five euro) per share, all subscribed, divided into (i) 36,000 (thirty six thousand) class A shares, (ii) 42,000 (forty two thousand) class B shares, and (iii) 60,000 (sixty thousand) class C shares, to an amount of EUR 2,137,725 (two million one hundred thirty-seven thousand seven hundred twenty-five euros), by way of the redemption and cancellation of 24,072 (twenty four thousand seventy two) class A shares and of 28,419 (twenty eight thousand four hundred nineteen) class B shares of the Company;

3. Amendment of the articles of association of the Company;

4. Amendment to the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the cancellation of the class A shares and the class B shares in the shareholders' register of the Company, as proposed above;

5. Delegation of powers; and

6. Miscellaneous.

Or, in the proxies attached to the extraordinary general meeting the agenda is worded as follows:

Agenda

1. Distribution of proceeds to the class A and B shareholders;

2. Decrease of the subscribed share capital of the Company by an amount of EUR 1,312,275 (one million three hundred twelve thousand two hundred seventy-five euros), in order to bring the said share capital from its current amount of EUR 3,450,000 (three million four hundred fifty thousand euro) represented by 138,000 (one hundred thirty eight thousand) shares having a par value of EUR 25 (twenty five euro) per share, all subscribed, divided into (i) 36,000 (thirty six thousand) class A shares, (ii) 42,000 (forty two thousand) class B shares, and (iii) 60,000 (sixty thousand) class C shares, to an amount of EUR 2,137,725 (two million one hundred thirty-seven thousand seven hundred twenty-five euros), by way of the redemption and cancellation of 24,072 (twenty four thousand seventy two) class A shares and of 28,419 (twenty eight thousand four hundred nineteen) class B shares of the Company;

3. Amendment of the articles of association of the Company;

4. Amendment to the shareholders' register of the Company in order to reflect the above changes with power and authority given to any manager of the Company, acting individually, to proceed on behalf of the Company with the cancellation of the class A shares and the class B shares in the shareholders' register of the Company, as proposed above;

5. Presentation of the management report of the board of managers of the Company and presentation of the report of the independent auditor for the financial year closing as at 31 December 2013;

6. Approval of the financial statements of the Company for the financial year closing as at 31 December 2013;

7. Allocation of the results for the financial year of the Company closing as at 31 December 2013 as follows: considering the profit in the amount of EUR 113,283.62 and the loss brought forward from the previous year, i.e. EUR 574.066,03, the total loss amounts to EUR 460.782,41, which will be carried forward to the new accounting period;

8. Discharge of the members of the board of managers of the Company and of the independent auditor for the exercise of their mandate for the financial year closing as at 31 December 2013;

9. Renewal of the mandate of the managers until the annual general meeting to be held in 2015;

10. Renewal of the mandate of the independent auditor until the annual general meeting to be held in 2015;

11. Delegation of powers; and

12. Miscellaneous.

Therefore the appearing party now requested the notary to rectify the agenda as set below and to insert the following sixth, seventh, eighth, ninth, tenth and eleventh resolutions, relating to the missing points on the agenda, which read as follows:

Sixth resolution

The Meeting acknowledged the management report of the board of managers of the Company and the report of the independent auditor for the financial year closing as at 31 December 2014.

Seventh resolution

The Meeting resolved to approve the financial statements (annual accounts, balance sheet, statement of profit and loss and annexes) of the Company for the year ended on 31 December 2013.

Eighth resolution

The Meeting resolved to approve the allocation of the results as of 31 December 2013 as follows: considering the profit in the amount of EUR 113,283.62 and the loss brought forward from the previous year, i.e. EUR 574.066,03, the total loss amounts to EUR 460.782,41, which will be carried forward to the new accounting period.

Ninth resolution

The Meeting resolved to grant discharge (quitus) to the members of the board of managers and to the independent auditor of the Company for the performance of their mandate for the financial year ended on 31 December 2013.

Tenth resolution

The Meeting resolved to renew the mandate of the managers and of the independent auditor of the Company until the shareholders' meeting to be held in 2015.

Eleventh resolution

The Meeting resolved to authorise and empower each member of the board of managers of the Company and each employee of SGG S.A. a public limited liability company (société anonyme), having its registered office at 412F route d'Esch, L-2086 Luxembourg, acting individually, with power of substitution, to file the accounts with the Luxembourg Register of Commerce and Companies and to execute such further or other documents as may be required, and perform all acts in connection therewith.

Whereof this notary deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned Notary who understands and speaks English states herewith that upon request of the above-appearing persons, the present deed is worded in English.

This original deed having been read to the appearing persons, known to the notary by their name, surname, civil status and residence; the said appearing persons signed together with us, the Notary, this original deed.

Signé: S. WOLTER, R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 2 janvier 2015. Relation: 1LAC/2015/33. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): I. THILL.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 30 juin 2015.

Référence de publication: 2015103616/102.

(150114150) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 1^{er} juillet 2015.

Biali S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-4997 Schouweiler, 6, rue Belair.

R.C.S. Luxembourg B 154.369.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 29 juin 2015.

Signature.

Référence de publication: 2015102805/10.

(150112806) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 juin 2015.

Multi Manager Access II, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 33A, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 129.748.

Extrait de la résolution prise par l'Assemblée Générale de la Société en date du 3 juin 2015

L'Assemblée Générale de la Société décide de nommer Monsieur Madhu RAMACHANDRAN, né à Secunderabad, Andhra Pradesh, Inde, le 20 février 1968, ayant son adresse professionnelle au: 33A avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, comme membre du Conseil d'Administration de la Société, avec effet immédiat et jusqu'à l'Assemblée Générale qui se tiendra au cours de l'année 2016;

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Le Mandataire

Référence de publication: 2015106844/15.

(150117455) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 juillet 2015.

Valode & Pistre Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.

R.C.S. Luxembourg B 101.183.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 juin 2015.

Référence de publication: 2015098755/10.

(150107934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.

Monarch Master Funding 1 (Luxembourg) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2310 Luxembourg, 16, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 149.702.

Extrait du procès-verbal du conseil de gérance de la Société tenue à Luxembourg le 16 juin 2015

Le Conseil a décidé de transférer le siège social de son ancienne adresse au 16, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg avec effet au 1^{er} juin 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Monarch Master Funding 1 (Luxembourg) S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015105091/14.

(150114796) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 juillet 2015.

ROYAL REAL ESTATE International, Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II.

R.C.S. Luxembourg B 90.992.

EXTRAIT

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires de la société ROYAL REAL ESTATE INTERNATIONAL S.A. tenue le 6 mai 2015 que les actionnaires ont pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

- Les actionnaires de la société ROYAL REAL ESTATE INTERNATIONAL S.A. décident de révoquer Mademoiselle Amanda SPENCER, administratrice de sociétés, née le 2 octobre 1982 à Beckenham (Royaume-Uni), demeurant à The Ministers, Landsend, Dungarvan, County Waterford (Irlande), en qualité d'administrateur et de la remplacer par Monsieur Anthony SPENCER, administrateur de sociétés, né le 12 mai 1980 à Farnborough (Royaume-Uni), demeurant à Marlpit View, Glengoagh Knockanore Tallow County Waterford (Irlande) jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2021.

- Les actionnaires de la société ROYAL REAL ESTATE INTERNATIONAL S.A. décident de reconduire Monsieur Frederick William BLACK, administrateur de sociétés, né à Londres (Royaume-Uni) le 21 juillet 1938, demeurant à 26 Winsbeeck Walthamstow London E17 1SS (Royaume-Uni), en qualité d'administrateur jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2019.

- Les actionnaires de la société ROYAL REAL ESTATE INTERNATIONAL S.A. décident de reconduire Monsieur David Frederick BLACK, directeur de société, né le 21 juin 1963 à Londres (Royaume-Uni), demeurant à 231 Manor Road, Chigwell Essex IG7 6HL (Royaume-Uni), en qualité d'administrateur jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2019.

- Les actionnaires de la société ROYAL REAL ESTATE INTERNATIONAL S.A. décident de reconduire Madame Christine SCHMITT, salariée, né le 25 avril 1971 à Thionville (France), demeurant professionnellement à L-1840 Luxembourg, 11C, boulevard Joseph II, en qualité de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle de 2019.

Luxembourg, le 6 mai 2015.

Signature

Le mandataire

Référence de publication: 2015098639/29.

(150108562) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 24 juin 2015.
